Introduction

Marcello Musto

I. Premiers pas

Le 28 septembre 1864, Saint Martin's Hall, en plein cœur de Londres, était comble. Quelque deux mille travailleurs étaient venus pour assister à un rassemblement à l'appel de dirigeants syndicaux anglais et d'un petit nombre d'ouvriers du continent. Le texte annonçant l'événement évoquait « une députation organisée par les ouvriers de Paris », qui viendrait « répondre à l'adresse de leurs frères anglais, et présenter un projet visant à favoriser une meilleure compréhension entre les peuples[1] ». En réalité, lorsqu'un certain nombre d'organisations ouvrières françaises et anglaises s'étaient réunies à Londres un an plus tôt, en juillet 1863, pour exprimer leur solidarité avec le peuple polonais soumis à l'occupation tsariste, elles

1. David Riazanov, « Zur Geschichte der Ersten Internationale », *Marx Engels Archiv I*, 1925, p. 171.

avaient déjà proclamé les objectifs qui leur semblaient essentiels pour le mouvement ouvrier. L'*Adresse des ouvriers anglais aux ouvriers français*, rédigée par l'éminent dirigeant syndical George Odger (1813-1877) et publiée avant la réunion dans *The Bee-Hive*, affirmait :

> La fraternité entre les peuples est hautement nécessaire à la cause du Travail, car nous voyons bien que, chaque fois que nous tentons d'améliorer notre condition sociale en réduisant la durée du travail, ou en augmentant le prix du travail, nos employeurs nous menacent de faire venir des Français, des Allemands, des Belges et autres étrangers, et de leur faire accomplir notre travail pour un salaire moindre ; et nous sommes au regret de constater que pareilles choses ont bien eu lieu, non pas certes en raison d'un quelconque désir, chez nos frères du continent, de nous faire du tort, mais en raison du manque de communication régulière et systématique entre les classes industrielles de tous les pays. Notre but est de rapprocher le plus possible les salaires de ceux qui sont mal payés des payes de ceux qui ont les meilleures rémunérations, et de ne pas permettre à nos employeurs de nous jouer les uns contre les autres. Et de nous rabaisser ainsi jusqu'à la plus médiocre condition possible, pour nous soumettre à leur marchandage rapace[2].

Les organisateurs de cette initiative n'imaginaient pas – ils n'auraient pas pu le prévoir – à quoi tout cela allait conduire, peu de temps après. Leur idée était d'édifier un forum international où les principaux problèmes affectant les travailleurs pourraient être examinés et discutés, mais cela n'impliquait pas la fondation effective d'une organisation coordonnant l'action

2. *Ibid.*, p. 172.

syndicale et politique de la classe ouvrière. De même, leur idéologie était, à l'origine, imprégnée d'éléments éthiques et humanitaires d'ordre général, tels que l'importance de la fraternité entre les peuples et la paix dans le monde, plutôt que marquée par l'idée du conflit de classe et par des objectifs politiques clairement définis. Compte tenu de ces limites, le rassemblement de Saint-Martin's Hall aurait pu n'être qu'une de ces initiatives vaguement démocratiques, et sans suite, comme il y en avait tant à l'époque. Mais en réalité, il donna naissance au prototype de toutes les organisations du mouvement ouvrier, que les réformistes comme les révolutionnaires n'allaient ensuite cesser de prendre comme point de référence : l'Association internationale des travailleurs (AIT)[3].

L'organisation ne tarda pas à susciter des passions partout en Europe. Elle fit de la solidarité de classe un idéal partagé et incita nombre d'hommes et de femmes à se battre pour le plus radical des buts : changer le monde. À l'occasion du troisième Congrès de l'Internationale, qui se tint à Bruxelles en 1868, l'éditorialiste du *Times* prit la juste mesure de ce projet :

> Ce n'est pas… une simple amélioration qui est envisagée, mais rien de moins qu'une régénération, et non pas seulement celle d'une nation, mais de l'humanité tout entière. Il s'agit certainement de l'objectif le plus vaste jamais envisagé par une institution, à l'exception peut-être de l'Église chrétienne. En résumé, tel est le programme de l'Association internationale des travailleurs[4].

---

3. Vers la fin de l'existence de l'Internationale, lors de l'examen des statuts révisés de l'organisation, des membres du Conseil général soulevèrent la question de savoir si « personnes » devait être substitué à « hommes » dans le texte. Friedrich Engels (1820-1895) répondit qu'il était « généralement entendu que "hommes" [était] un terme générique comprenant les deux sexes » (CGPI, V, p. 214).

4. Cité dans G. M. Stekloff, *History of the First International,* New

Grâce à l'Internationale, le mouvement ouvrier put parvenir à une meilleure compréhension des mécanismes du mode de production capitaliste, prendre conscience de sa propre force et développer des formes de lutte nouvelles et plus perfectionnées. L'organisation eut des échos bien au-delà des frontières de l'Europe, soulevant l'espoir qu'un autre monde était possible parmi les artisans de Buenos Aires, les premières associations de travailleurs à Calcutta, et même au sein des groupes ouvriers d'Australie et de Nouvelle-Zélande, qui demandèrent leur rattachement à l'AIT.

Inversement, la nouvelle de la fondation de l'organisation remplit les classes dirigeantes d'horreur aux classes dirigeantes. L'idée que les ouvriers, eux aussi, voulaient jouer un rôle actif dans l'histoire leur donna des sueurs froides. Bien des gouvernements se fixèrent pour objectif l'éradication de l'Internationale et la persécutèrent par tous les moyens à leur disposition.

II. « La bonne personne au bon endroit »

Les organisations ouvrières qui fondèrent l'Internationale étaient quelque peu hétéroclites. La force motrice principale était le trade-unionisme britannique, dont les dirigeants, quasiment tous d'inspiration réformiste, étaient surtout intéressés par les questions économiques. Ils se battaient pour améliorer la condition des ouvriers, mais sans remettre en question le capitalisme. Pour eux, l'Internationale était d'abord un instrument susceptible de servir leurs objectifs, en empêchant l'importation de main-d'œuvre étrangère en cas de grève.

Les mutuellistes, longtemps dominants en France, mais également influents en Belgique et en Suisse

---

York, Russell & Russell, 1968, p. ii.

romande, constituaient une autre force importante au sein de l'organisation. Conformément aux théories de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), ils s'opposaient à toute implication de la classe ouvrière dans la politique et à la grève comme arme de lutte, tout en tenant des positions conservatrices sur la question de l'émancipation des femmes. Prônant un système coopératif dans un cadre fédéraliste, ils affirmaient qu'il était possible de changer le capitalisme en assurant un égal accès de tous au crédit. Ils représentaient en quelque sorte l'aile droite de l'Internationale.

À côté de ces deux composantes, qui formaient la majorité numérique, il y en avait d'autres, d'une teinte encore différente. La troisième, par ordre d'importance, était constituée par les communistes, regroupés autour de la figure de Karl Marx (1818-1883), et actifs dans de petits cercles à l'influence très limitée – surtout dans un certain nombre de villes allemandes et suisses, et à Londres. Ils étaient anticapitalistes : ils s'opposaient au système de production existant et croyaient à la nécessité d'une action politique pour le renverser.

Au moment de sa fondation, on trouvait aussi dans les rangs de l'Internationale des éléments qui n'avaient rien à voir avec la tradition socialiste, par exemple certains groupes d'exilés d'Europe de l'Est inspirés par des idées vaguement démocratiques. Parmi eux se trouvaient les disciples de Giuseppe Mazzini (1805-1872), dont les conceptions interclassistes, principalement orientées vers des revendications nationales, les amenaient à considérer l'Internationale comme un instrument servant à diffuser des appels généraux à la libération des peuples opprimés[5].

5. On trouvait même, parmi les premiers participants de l'AIT, des membres de sociétés secrètes prônant le républicanisme et/ou le socialisme, comme la Loge des Philadelphes. Voir Boris Nicolaevsky, « Secret Societies and the First International », *in* Milorad

Le tableau est encore davantage compliqué par le fait que certains groupes d'ouvriers français, belges et suisses adhérant à l'Internationale apportèrent avec eux toute une variété de théories confuses, dont certaines étaient d'inspiration utopique ; et que l'Association générale des travailleurs allemands (ADAV) – le parti dirigé par les disciples de Ferdinand Lassalle (1825-1864), qui ne s'affilia jamais formellement à l'Internationale, mais gravitait autour d'elle – était hostile au syndicalisme indépendant et concevait l'action politique dans des termes strictement nationaux.

Tous ces groupes, avec le réseau complexe de cultures et d'expériences politiques et syndicales qu'ils charriaient, imprimèrent leur marque à l'Internationale naissante. En effet, la construction d'un cadre général qui puisse faire tenir ensemble une si vaste organisation — ne serait-ce que sur des bases uniquement fédérales — était une tâche bien ardue. En outre, même lorsqu'on put se décider sur un programme commun, chaque tendance continua à exercer une influence (parfois centrifuge) au niveau des sections locales où elle détenait la majorité.

Le grand accomplissement de Marx fut de garantir la coexistence pacifique de tous ces courants au sein de la même organisation autour d'un programme qui était fort éloigné des perspectives initiales de chacun d'entre eux. Ses dons politiques lui permirent de concilier des tendances apparemment inconciliables et de faire en sorte que l'Internationale n'aille pas rapidement se perdre, comme tant d'autres associations ouvrières avant elle, sur le chemin de l'oubli[6].

Drachkovitch (dir.), *The Revolutionary Internationals, 1864-1943,* Stanford, Stanford University Press, 1966, p. 36-56 ; Julian P. W. Archer, *The First International in France, 1864-1972,* Lanham, University Press of America, 1997, p. 33-35.

6. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, Londres, MacMillan, 1965, p. 34.

Ce fut Marx qui assigna un objectif clair à l'Internationale, et ce fut encore Marx qui produisit un programme politique à la fois inclusif et doté d'une solide base de classe, qui en fit une organisation de masse, par-delà tout esprit de secte. Marx fut toujours l'âme politique du Conseil général : c'est lui qui rédigea toutes ses principales résolutions et qui prépara tous les comptes rendus de ses congrès (à l'exception du Congrès de Lausanne en 1867, un moment où il était complètement absorbé par les épreuves du *Capital*). C'était « la bonne personne au bon endroit », selon la formule du dirigeant ouvrier allemand Johann Georg Eccarius (1818-1889)[7].

Contrairement à ce qu'affirment des légendes ultérieures, qui décrivent Marx comme le fondateur de l'Internationale, ce dernier ne faisait même pas partie des organisateurs du rassemblement de Saint Martin's Hall. Il était présent, mais comme un « figurant muet sur la *platform*[8] », ainsi qu'il le rappela dans une lettre à son ami Engels. Mais il saisit immédiatement tout le potentiel de l'événement et travailla dur pour s'assurer que la nouvelle organisation remplisse sa mission avec succès. Grâce au prestige qui entourait son nom, au moins dans des cercles restreints, il fut nommé parmi les trente-quatre membres du Comité permanent[9], où il bénéficia vite d'un crédit suffisant pour qu'on lui confie la tâche d'écrire l'*Adresse inaugurale* et les statuts provisoires de l'Internationale. Dans ces textes fondamentaux, comme dans beaucoup d'autres par la suite, Marx s'inspira des

7. Johann Georg Eccarius à Karl Marx, 12 octobre 1864, in *Marx-Engels-Gesamtausgabe,* III/13, Berlin, BBAW, 2002, p. 11.

8. Karl Marx à Friedrich Engels, 4 novembre 1864, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome VII, Paris, Éditions sociales, 1979, p. 279.

9. Au meeting de fondation de l'Internationale, un Comité permanent fut établi pour organiser l'association. Il devint le Conseil central, qui fut ensuite connu sous le nom de Conseil général. Dorénavant, tous ces conseils seront désignés sous le nom de « Conseil général ».

meilleures idées des diverses composantes de l'Internationale, tout en éliminant les tendances corporatistes et les tonalités sectaires. Il relia fermement lutte économique et lutte politique, et rendit irréversible le choix d'une pensée et d'une action internationales[10].

C'est principalement grâce aux talents de Marx que l'Internationale développa sa fonction de synthèse politique, unifiant des contextes nationaux divers dans un projet de lutte commune, qui leur reconnaissait une autonomie significative, mais pas une indépendance totale par rapport à la direction centrale. Le maintien de cette unité fut, à certains moments, chose ardue[11], notamment parce que l'anticapitalisme de Marx ne fut jamais la position politique dominante dans l'organisation. Au fil du temps, cependant, la pensée de Marx devint – en partie grâce à sa propre ténacité, en partie à la faveur des scissions qui se produisirent en quelques occasions – la doctrine hégémonique[12]. Ce ne fut pas sans peine, mais l'effort d'élaboration politique profita considérablement des luttes de ces années-là. Le caractère des mobilisations ouvrières, le défi lancé au système par la Commune de Paris, la tâche sans précédent consistant à maintenir la cohérence d'une organisation aussi vaste et complexe, les polémiques successives avec les autres tendances au sein du mouvement ouvrier sur

10. Voir Gian Maria Bravo, *Marx e la Prima Internazionale,* Bari, Laterza, 1979, p. 18-19.

11. Voir Karl Marx à Friedrich Bolte, 23 novembre 1871, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome XI, Paris, Éditions sociales, 1985, p. 355 : « L'histoire de l'Internationale a été une *lutte incessante du Conseil général* contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui essayaient, à rebours du mouvement réel de la classe ouvrière, de s'affirmer à l'intérieur de l'Internationale même. Cette lutte a été menée dans les *congrès,* mais davantage encore dans les négociations privées du Conseil général avec les différentes sections. »

12. Voir Gian Maria Bravo, *Marx e la Prima Internazionale, op. cit.,*. p. 165.

des sujets politiques et théoriques variés : tout cela poussa Marx à dépasser les limites de la seule économie politique, qui avait tant accaparé son attention depuis la défaite de la révolution de 1848 et le reflux des forces les plus progressistes. Cette stimulation le conduisit à développer, et quelques fois à réviser, ses idées, à remettre en cause de vieilles certitudes, à se poser lui-même de nouvelles questions, et en particulier à aiguiser sa critique du capitalisme en esquissant les grandes lignes d'une société communiste. La vision soviétique orthodoxe du rôle de Marx au sein de l'Internationale selon laquelle il se serait contenté d'appliquer mécaniquement à une séquence de l'histoire une théorie politique qu'il aurait préalablement formée entre les murs de son cabinet de travail est donc entièrement contraire à la réalité[13].

III. Membres et structure

Au cours de son existence et dans les décennies qui suivirent, l'Internationale a été présentée comme une grande organisation, financièrement puissante. Le nombre de ses membres était systématiquement surestimé, soit par méconnaissance, soit parce que certains de ses dirigeants embellissaient sa situation réelle, soit encore parce que ses opposants cherchaient des prétextes pour justifier une répression brutale. Le procureur qui traduisit en justice certains des dirigeants français de l'organisation en juin 1870 déclara qu'elle comptait plus

13. Voir Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974, p. 41 : « Seul le besoin de mythologie – sinon de mystification – a pu inciter à voir dans [ce programme politique] le fruit du "marxisme", autrement dit d'une doctrine toute faite imposée du dehors par un cerveau omniscient à une masse amorphe et inerte d'hommes en quête d'une panacée sociale. »

de huit cent mille membres en Europe[14]. Un an plus tard, après l'échec de la Commune de Paris, le *Times* en estima le total à deux millions et demi. Et Oscar Testut, le meilleur connaisseur de l'Association dans le camp conservateur prédit que ce nombre allait dépasser les cinq millions[15].

En réalité les effectifs étaient bien plus faibles. Il a toujours été difficile de parvenir à des estimations, même approximatives. Et cela y compris pour les dirigeants de l'organisation et pour ceux qui ont étudié l'AIT avec le plus d'attention[16]. L'état présent de la recherche permet toutefois de faire l'hypothèse qu'à son apogée en 1871-1872, le total était plus proche de cent cinquante mille : cinquante mille en Grande-Bretagne, plus de trente mille en France et en Belgique, six mille en Suisse, environ trente mille en Espagne, environ vingt-cinq mille en Italie, et plus de dix mille en Allemagne (mais principalement des membres du Parti ouvrier social-démocrate), plus quelques milliers dans un certain nombre d'autres pays d'Europe, et quatre mille aux États-Unis[17].

À cette période où les organisations ouvrières actives étaient plutôt rares – en dehors des *trade-unions* anglaises et de l'ADAV –, de tels effectifs n'étaient certes pas négligeables. Il faut également rappeler qu'au cours de son existence l'Internationale ne fut officiellement reconnue comme une

14. Voir Oscar Testut, *L'Association internationale des travailleurs,* Lyon, Aime Vingtrinier, 1870, p. 310.

15. Voir *The Times*, 5 juin 1871 ; Oscar Testut, *Le Livre bleu de l'Internationale,* Paris, Lachaud, 1871.

16. À ce sujet, Marx déclara à la réunion du Conseil général, le 20 décembre 1870 à Genève : « Quant à la liste des membres, il n'est pas recommandable de faire connaître quelle est la force réelle, car le public pense toujours que les membres actifs sont bien plus nombreux qu'ils ne le sont vraiment. » (CGPI, IV, p. 81-82)

17. Pour plus d'informations, voir le tableau des effectifs de l'Internationale en annexe, p. 113.

organisation légale qu'en Grande-Bretagne, en Suisse, en Belgique et aux États-Unis. Dans les autres pays où sa présence était significative (en France, en Espagne, en Italie), elle resta aux marges de la légalité pendant de nombreuses années, et ses membres furent persécutés. Adhérer à l'Internationale revenait à enfreindre la loi dans trente-neuf des États de la Confédération germanique, et les quelques membres que l'on trouvait dans l'Empire austro-hongrois étaient contraints d'agir clandestinement. Toutefois, l'Association avait une remarquable capacité à faire tenir ses différents éléments en un tout cohérent. Dans les deux années qui suivirent sa création, elle réussit à fédérer des centaines de sociétés ouvrières. À partir de la fin de 1868, grâce à la propagande des disciples de Mikhaïl Bakounine (1814-1876), des sociétés d'Espagne rejoignirent l'AIT, et après la Commune de Paris, des sections surgirent également en Italie, aux Pays-Bas, au Danemark et au Portugal. Le développement de l'Internationale était certes inégal : alors qu'elle prenait de l'ampleur dans certains pays, ailleurs elle demeurait stable ou bien elle chancelait sous les coups de la répression. Cependant, chez ceux qui adhéraient à l'Internationale, même pour une courte période, persistait ensuite un profond sentiment d'appartenance. Lorsque le cycle des luttes auquel ils avaient pris part touchait à sa fin, et que l'adversité et les difficultés personnelles les contraignaient à prendre leurs distances, ils restaient tout de même tenus par les liens de la solidarité de classe, et répondaient du mieux qu'ils pouvaient aux appels à rassemblement, aux mots d'ordre des affiches, ou au déploiement du drapeau rouge, au nom d'une organisation qui les avaient soutenus lorsqu'ils en avaient besoin.

Les membres de l'Internationale, cependant, ne représentaient qu'une faible part de la main-d'œuvre totale. À Paris, ils ne furent jamais plus de dix mille, et

dans d'autres capitales comme Rome, Vienne ou Berlin, ils faisaient aussi figure d'oiseaux rares. Le profil des ouvriers qui adhérèrent à l'Internationale mérite également d'être souligné. L'AIT était censée être l'organisation des travailleurs salariés, mais peu d'entre eux en devinrent effectivement membres. Le principal apport vint des ouvriers de la construction en Angleterre, des ouvriers du textile en Belgique, et de divers types d'artisans en France et en Suisse.

En Grande-Bretagne, à la seule exception des métallurgistes, l'Internationale n'eut jamais qu'une présence sporadique au sein du prolétariat industriel[18]. Celui-ci ne fut jamais la composante majoritaire de l'Association, surtout après l'expansion de cette dernière en Europe méridionale. L'autre grande limite de l'AIT fut son incapacité à attirer les ouvriers non qualifiés[19], malgré les efforts faits en ce sens dès les préparatifs du premier Congrès. Les *Instructions sur diverses questions aux délégués du Conseil central provisoire* sont claires sur ce point :

> À part leur œuvre immédiate [...], [les sociétés ouvrières] doivent maintenant agir sciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrières dans le grand but de son *émancipation radicale*. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les « *non-society men* » (hommes ne faisant point partie des sociétés) ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées,

18. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 70 ; Jacques D'Hondt, « Rapport de synthèse », in *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, Paris, Éditions du CNRS, 1968, p. 475.

19. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 289.

> comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites à des limites étroites égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds[20].

Pourtant, en Grande-Bretagne non plus, les ouvriers non qualifiés ne vinrent pas grossir les rangs de l'Internationale, à la seule exception des mineurs. La grande majorité des membres britanniques étaient tailleurs, cordonniers, ébénistes – c'est-à-dire appartenaient aux secteurs de la classe ouvrière qui étaient les mieux organisés et avaient la conscience de classe la plus développée. Enfin, l'Internationale resta une organisation d'ouvriers ayant un emploi ; les chômeurs n'en firent jamais partie. L'origine de ses dirigeants reflétait cet état de fait dans la mesure où presque tous étaient artisans ou travailleurs intellectuels.

La question des ressources de l'Internationale présente le même genre de difficulté. On prêtait à l'AIT de fabuleuses richesses[21] alors que ses finances souffraient en réalité d'une instabilité chronique. La cotisation, pour les membres individuels, s'élevait à un shilling, et les syndicats étaient censés contribuer à hauteur de trois pence pour chacun de leurs membres. Dans bien des pays, cependant, les souscriptions individuelles étaient rares, et en Grande-Bretagne, les contributions des *trade-unions*

20. Extrait 2, p.131.

21. Dans son journal (*Tägesbuchblätter aus dem Jahre 1867 bis 1869,* vol. VIII, Leipzig, Von Hirzel, 1901, p. 406), le général Friedrich von Bernhardi dit tenir « de sources sûres » qu'un fonds de plus de 5 millions de livres sterling a été déposé à Londres à l'usage de l'Internationale. Voir Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale. Band 1,* Berlin/Bonn, Dietz, 1961, p. 122.

étaient si irrégulières et si souvent revues à la baisse que le Conseil général dut se rendre à l'évidence et les laisser libres de payer ce qu'ils pouvaient. Les sommes collectées ne dépassèrent jamais quelques dizaines de livres par an[22], à peine de quoi payer le salaire du secrétaire général, qui s'élevait à quatre shillings la semaine, et le loyer d'un bureau d'où l'organisation risquait souvent d'être expulsée à cause de ses arriérés de paiement.

Dans l'un des principaux documents politico-organisationnels de l'Internationale, Marx résumait ainsi ses fonctions : « L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux *mouvements spontanés* des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire[23]. »

En dépit de l'autonomie considérable accordée aux fédérations et aux sections locales, l'Internationale conserva toujours une instance assurant la direction politique. Son Conseil général était l'organisme qui

---

22. Voir *ibid.,* p. 122 *sq.*, où l'auteur affirme qu'on ne trouve aucun état complet des finances annuelles dans les papiers du Conseil général. On dispose cependant du rapport du trésorier, Cowell Stepney, indiquant les revenus du Conseil général tirés des souscriptions individuelles pour les six premières années. Les chiffres sont les suivants : 1865 – £23 ; 1866 – £9 13s. ; 1867 – £5 17s. ; 1868 – £14 14s. ; 1869 – 30£ 12s. ; 1870 – 14£ 14s. Le dernier rapport financier soumis par Engels au Congrès de La Haye pour les années 1870-1872 fait état d'un déficit de plus de £25 dues par le Conseil général à ses membres ou à d'autres personnes. Des reproductions de certains bilans financiers de l'Internationale ont également été publiées dans Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.,* p. 80-81.

23. Extrait 2, p. 131. Voir aussi la lettre de Karl Marx à Paul Lafargue, 19 avril 1870, *in* Marx et Engels, *Correspondance*, tome X, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 365 : « Nous répondîmes que le Conseil général n'était pas le pape, que nous laissions chaque section libre d'avoir ses propres conceptions théoriques du mouvement, à condition que celles-ci ne contiennent rien qui soit en contradiction avec nos statuts. »

réalisait la synthèse unifiant les diverses tendances et produisait des directives destinées à toute l'organisation. D'octobre 1864 à août 1872, il se réunit avec une grande régularité – pas moins de trois cent quatre-vingt-cinq fois. Dans la salle où le Conseil général tenait ses sessions le mardi soir, dans la fumée des pipes et des cigares, ses membres débattaient de toute une série de questions : les conditions de travail, les effets de l'introduction de nouvelles machines, le soutien aux grèves, le rôle et l'importance des syndicats, la question irlandaise, diverses questions de politique étrangère, et bien sûr, la manière de construire la société du futur. Le Conseil général était aussi chargé de rédiger les textes de l'Internationale : les circulaires, les lettres et les résolutions sur les affaires courantes, les manifestes, ainsi que les adresses et appels lancés dans des occasions particulières[24].

IV. La formation de l'Internationale

L'absence de synchronie entre les grandes étapes du développement de l'organisation et les principaux événements politiques qui scandèrent la vie de l'Internationale fait qu'il est difficile de reconstruire son histoire en procédant par séquences chronologiques. Du point de vue de l'organisation, les principales étapes sont : (1) la naissance de l'Internationale (1864-1866), de sa fondation au premier Congrès (Genève, 1866) ; (2) la période de l'expansion (1866-1870) ; (3) la poussée révolutionnaire et la répression qui suivit la Commune de Paris (1871-1872) ; et (4) la scission et la crise (1872-1877). Du point de vue de l'évolution théorique, cependant, les principales étapes sont : (1) le débat initial entre les différentes composantes de

24. Voir Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'internazionale socialista dalla Comune a Lenin,* Turin, Einaudi, 1978, p. 78.

l'Association et la pose des fondations (1864-1865) ; (2) la lutte pour l'hégémonie entre les collectivistes et les mutuellistes (1866-1869) ; et (3) l'affrontement entre les centralistes et les autonomistes (1870-1877). Les paragraphes qui suivent traiteront à la fois les aspects organisationnels et théoriques.

Les premières demandes d'adhésion à l'Internationale vinrent de Grande-Bretagne ; l'Operative Society of Bricklayers, forte de quatre mille membres, s'affilia à l'AIT en février 1865, bientôt suivie par des associations d'ouvriers du bâtiment et de cordonniers. Au cours de sa première année d'existence, le Conseil général déploya une intense activité pour faire connaître les principes de l'Association. Cela aida l'AIT à élargir son horizon au-delà des questions purement économiques, comme en témoigne son appartenance à la *Reform League* [Ligue pour la réforme électorale] fondée en février 1865.

En France, l'Internationale commença à prendre forme en janvier 1865, date à laquelle sa première section fut fondée à Paris. D'autres centres firent bientôt leur apparition à Lyon et à Caen. Mais la puissance de l'AIT restait limitée. Elle était incapable d'élargir sa base dans la capitale française et d'autres organisations ouvrières étaient alors numériquement plus importantes. L'association n'avait qu'une faible influence idéologique et les rapports de force, les incertitudes de la ligne politique, ainsi que la répression exercée par l'Empire rendirent même impossible la création d'une fédération nationale.

Néanmoins, les partisans français de l'Internationale, pour la plupart des tenants des théories mutuellistes de Proudhon, parvinrent à s'imposer comme le deuxième groupe le plus nombreux lors de la première conférence de l'organisation qui se tint à Londres entre le 25 et le 29 septembre 1865 en présence de trente délégués venus d'Angleterre, de France, de

Suisse et de Belgique, auxquels s'ajoutaient quelques représentants venus d'Allemagne, de Pologne, et d'Italie. Chacun d'eux fournit aux autres des informations sur les premiers pas de l'Internationale dans son pays, en particulier en termes d'organisation. Cette conférence décida d'appeler à la tenue d'un premier congrès général pour l'année suivante et fixa les principaux thèmes qui devaient y être discutés.

Entre ces deux réunions, l'Internationale continua à s'étendre en Europe et constitua ses premiers noyaux significatifs en Belgique et en Suisse francophone. Les lois prussiennes, qui empêchaient les associations politiques allemandes d'entretenir des contacts réguliers avec les organisations d'autres pays, interdisaient à l'Internationale d'ouvrir des sections dans ce qui était alors la Confédération germanique. Les cinq mille membres de l'ADAV – le premier parti ouvrier de l'histoire, fondé en 1863 et dirigé par le disciple de Lassalle, Johann Baptist von Schweitzer (1833-1875) – avait adopté une ligne politique ambiguë de dialogue avec Otto von Bismarck (1815-1898) et témoigna peu d'intérêt à l'Internationale dans les premières années de son existence. Cette indifférence était partagée par Wilhelm Liebknecht (1826-1900), en dépit de sa proximité politique avec Marx. Johann Philipp Becker (1809-1886), l'un des principaux dirigeants de l'Internationale en Suisse, s'efforça de contourner ces difficultés par la création du « groupe des sections germanophones », basé à Genève. Il fut pendant longtemps le seul organisateur du premier noyau internationaliste au sein de la Confédération germanique.

Ces progrès étaient grandement favorisés par la diffusion de journaux, qui soit partageaient les idées de l'Internationale, soit étaient purement et simplement des organes du Conseil général. Ces deux types de publications contribuèrent au développement d'une conscience de classe et à la circulation rapide des

informations concernant les activités de l'Internationale. Parmi ceux qui paraissaient dans les premières années de l'existence de l'AIT, il faut mentionner tout particulièrement : les hebdomadaires *The Bee-Hive* et *The Miner and Workman's Advocate* (qui devint plus tard *The Workman's Advocate*, puis *The Commonwealth*), tous deux publiés à Londres ; l'hebdomadaire *Le Courrier international,* également publié à Londres en français ; *La Tribune du peuple,* l'organe officiel de l'Internationale en Belgique à partir d'août 1865 ; le *Journal de l'Association internationale des travailleurs*, l'organe de la section suisse francophone ; *Le Courrier français*, un hebdomadaire proudhonien publié à Paris ; et *Der Vorbote* de Becker, à Genève[25].

L'activité du Conseil général, à Londres, fut décisive pour le développement et la consolidation de l'Internationale. Au printemps 1866, en soutenant les grévistes des *London Amalgamated Tailors*, l'AIT joua pour la première fois un rôle actif dans une lutte ouvrière, et, après le succès de la grève, cinq sociétés de tailleurs, rassemblant chacune quelque cinq cent ouvriers, décidèrent de s'affilier à l'Internationale. L'issue positive d'autres conflits attira un certain nombre de petits syndicats, de sorte que, quand s'ouvrit son premier Congrès, l'AIT avait enregistré l'affiliation de dix-sept syndicats, soit, au total, plus de vingt-cinq mille nouveaux membres. L'Internationale était la première association ayant réussi à accomplir cette tâche délicate : intégrer des organisations syndicales dans ses rangs[26].

Entre le 3 et le 8 septembre 1866, la cité de Genève accueillit le premier Congrès de l'Internationale,

25. Pour une revue plus détaillée des nombreux périodiques de l'Internationale ou de ceux qui lui étaient favorables, voir Giuseppe Del Bo (dir.), *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIXe et XXe siècles. La Première Internationale, vol. I, Périodiques, 1864-1877,* Paris, Armand Colin, 1958.

26. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.,* p. 65.

rassemblant soixante délégués de Grande-Bretagne, France, Allemagne et Suisse. À ce moment-là, l'Association pouvait tirer un bilan très favorable des deux années écoulées depuis sa fondation puisqu'elle avait réussi à rallier sous sa bannière plus de cent syndicats et organisations politiques. Les participants au Congrès se divisaient, pour l'essentiel, en deux blocs. Le premier, réunissant les délégués britanniques, les quelques Allemands, et la majorité des Suisses, suivaient les directives du Conseil général élaborées par Marx (qui n'était pas présent à Genève). Le second, regroupant les délégués français et quelques-uns des Suisses francophones, était composé de mutuellistes. En réalité, à cette époque, les positions modérées prévalaient au sein de l'Internationale et les mutuellistes, conduits par le Parisien Henri Louis Tolain (1828-1897), imaginaient une société dans laquelle l'ouvrier serait à la fois producteur, propriétaire et consommateur. Ils considéraient la généralisation du crédit gratuit comme une mesure décisive pour la transformation de la société, jugeaient qu'il fallait refuser le travail des femmes pour des raisons à la fois éthiques et sociales, et s'opposaient à toute intervention de l'État dans les relations de travail (y compris la législation sur la journée de huit heures), au prétexte que cela menacerait la relation privée entre ouvriers et employeurs, et renforcerait le système en vigueur.

En s'appuyant sur les résolutions préparées par Marx, les dirigeants du Conseil général réussirent à contenir le contingent mutuelliste, numériquement important au Congrès, et à obtenir des votes en faveur de l'intervention de l'État. Sur cette question, dans la section des *Instructions sur diverses questions aux délégués du Conseil central provisoire* consacrée au « travail des jeunes personnes et des enfants des deux sexes » Marx avait exposé clairement les choses :

> Ceci peut seulement être accompli par la transformation de la *raison sociale* en *force sociale* et dans les circonstances présentes nous ne pouvons faire ceci que par des *lois générales* mises en vigueur par le pouvoir de l'État. En créant de telles lois, les classes ouvrières ne fortifieront pas le pouvoir gouvernemental [...]. Au contraire, ces lois transformeraient le pouvoir dirigé contre elles en leur propre agent. Le prolétariat fera alors par une mesure générale ce qu'il essaierait en vain d'accomplir par une multitude d'efforts individuels[27].

Ainsi, loin de renforcer la société bourgeoise (comme Proudhon et ses disciples le croyaient à tort), ces revendications « réformistes » constituaient un point de départ indispensable à l'émancipation de la classe ouvrière.

De plus, les « instructions » rédigées par Marx pour le Congrès de Genève exposaient les fonctions élémentaires que devaient remplir les syndicats, contre lesquels non seulement les mutuellistes mais aussi certains des disciples de Robert Owen (1771-1858) en Grande-Bretagne et de Lassalle en Allemagne[28] avaient pris position :

> Les *trade-unions* (associations de métiers) originairement sont nées des essais *spontanés* des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou au moins atténuer les effets de cette *concurrence faite par les ouvriers entre eux*. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la

27. Extrait 2, p. 131.

28. Lassalle défendait le concept de « loi d'airain des salaires », selon lequel les efforts faits pour augmenter les salaires étaient vains et représentaient une distraction pour les travailleurs dont la tâche principale devait être de prendre le pouvoir politique au sein de l'État.

> condition de simples esclaves. L'objet immédiat des *trade-unions* est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot, aux questions de salaire et *d'heures* de travail. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure ; au contraire, les *trade-unions* doivent généraliser leur action en se combinant. D'un autre côté, les *trade-unions* ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière de même que les communes et les municipalités du Moyen Âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les *trade-unions,* dans leur capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité, comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste[29].

Dans le même texte, Marx ne ménageait pas les syndicats existants. Il affirmait ainsi :

> Les *trade-unions* s'occupent trop exclusivement des luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système capitaliste lui-même. Néanmoins, dans ces derniers temps, elles ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique[30].

Il avait défendu la même chose, un an plus tôt, dans un exposé au Conseil général des 20 et 27 juin, qui fut publié de manière posthume sous le titre *Salaire, prix et profit* :

> [L]es ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non les

29. Extrait 2, p. 131.
30. *Ibid.,* p. 136.

causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les *formes sociales* nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur « *Un salaire équitable pour une journée de travail équitable* », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « *Abolition du salariat*[31] ».

V. Une force croissante

À partir de la fin de 1866, les grèves s'intensifièrent dans de nombreux pays d'Europe. Organisées par de vastes masses d'ouvriers, elles les aidèrent à prendre conscience de leur condition et constituèrent l'origine d'une nouvelle grande vague de luttes.

Bien que certains gouvernements aient, à l'époque, fait porter à l'Internationale la responsabilité de cette agitation, la plupart des ouvriers en lutte ignoraient jusqu'à son existence. La cause profonde de leur protestation était à chercher dans les terribles conditions

31. Extrait 12, p. 173. D'un autre côté, la nécessité de distinguer l'organisation politique des syndicats fut toujours claire pour Marx. En septembre 1869, il déclarait dans un entretien avec le syndicaliste allemand Johann Hamann, publié dans le *Volksstaat*, n° 17, du 27 novembre 1869 : « Les *trade-unions* ne devraient jamais être affiliées à, ni dépendre d'aucune organisation politique si elles doivent remplir l'objectif en vue duquel elles ont été créées. Si cela se produisait, cela leur porterait un coup fatal. Les *trade-unions* sont les écoles du socialisme. »

de travail et de vie qu'ils étaient contraints d'endurer. Mais les mobilisations inaugurèrent une phase de contact et de coordination avec l'Internationale, qui les soutenait par des déclarations et des appels à la solidarité, levait des fonds pour soutenir les grévistes, et aidait à contrecarrer les efforts des patrons pour briser la résistance des ouvriers.

C'est en raison du rôle pratique qu'elle joua à cette époque que les ouvriers commencèrent à reconnaître dans l'Internationale une organisation qui défendait leurs intérêts et, dans certains cas, demandèrent à y adhérer[32]. La première lutte majeure qui ait été gagnée avec le soutien de l'AIT fut la grève des bronziers parisiens de février-mars 1867. D'autres mobilisations connurent des issues favorables : la grève des travailleurs du fer en février 1867 à Marchiennes, le long conflit dans le bassin minier provençal entre avril 1867 et février 1868, ainsi que la grève des mineurs de Charleroi et celle des ouvriers du bâtiment de Genève au printemps 1868. Pour chacun de ces événements, le scénario fut le même : des ouvriers d'autres pays rassemblèrent des fonds pour soutenir les grévistes et s'engagèrent à ne pas accepter des emplois qui auraient fait d'eux des « lansquenets du capital », si bien que les patrons furent forcés de transiger sur plusieurs des revendications des grévistes. Dans les villes qui se trouvaient au cœur de l'action, l'Internationale recruta des centaines de nouveaux membres. Comme le nota plus tard un rapport du Conseil général, à propos d'une grève à Lyon : « Ce n'était pas l'Internationale qui jeta les ouvriers dans la grève, mais la grève qui les jeta dans l'Internationale[33]. »

Ainsi l'Internationale parvint-elle, malgré toutes les difficultés liées à la diversité des nationalités, des

32. Voir Jacques Freymond, « Introduction », PI, I, p. XI.

33. « Rapport du Conseil général (français) », 7 septembre 1869, PI, II, p. 24.

langues et des cultures politiques, à créer une unité et une coordination entre tout un ensemble d'organisations et de luttes spontanées. Son plus grand mérite fut de démontrer l'absolue nécessité de la solidarité de classe et de la coopération internationale, en dépassant résolument le caractère partiel des stratégies et des objectifs de départ.

À partir de 1867, confortée par le succès rencontré dans ces entreprises, par des effectifs en hausse et par une organisation plus efficace, l'Internationale se mit à progresser dans toute l'Europe continentale. Ce fut en particulier l'année de sa percée en France, où la grève des bronziers eut les mêmes retombées qu'en Angleterre la grève des tailleurs de Londres. Le nombre des adhérents approcha mille à Paris et dépassa cinq cents à Lyon et à Vienne. Sept nouvelles sections furent créées, dont une à Alger (qui ne comprenait toutefois que des ouvriers français). La Belgique vit également se multiplier les adhésions à la suite des grèves, tout comme la Suisse, où les ligues ouvrières, les coopératives et les sociétés politiques demandèrent avec enthousiasme leur rattachement à l'AIT. L'Internationale disposait désormais de vingt-cinq sections rien qu'à Genève, dont une germanophone, qui servait de camp de base d'où partait la propagande à destination des ouvriers allemands.

Mais la Grande-Bretagne restait le pays où la présence de l'Internationale était la plus forte. Au cours de l'année 1867, l'affiliation d'une douzaine d'autres organisations permit à l'Association de compter plus de cinquante mille membres – un chiffre impressionnant compte tenu du fait qu'il fut atteint en seulement deux ans et que le total de la main-d'œuvre syndiquée représentait alors environ huit cent mille personnes[34].

34. Voir Henry Collins, « The International and the British Labour Movement: Origin of the International in England », in *La Première Internationale, L'institution, l'implantation, le rayonnement, op. cit.,* p. 34.

Nulle part ailleurs les effectifs de l'Internationale n'atteignirent de tels niveaux (ni en termes absolus, ni en proportion de la population). Toutefois, après les progrès réalisés pendant la période 1864-1867, les années qui suivirent se caractérisèrent par une sorte de stagnation en Grande-Bretagne. Il y eut à cela plusieurs raisons mais le facteur principal fut l'incapacité déjà évoquée de l'Internationale à pénétrer le monde de la grande industrie, ou celui des travailleurs non qualifiés. L'unique exception dans ce dernier domaine fut les *United Excavators* qui adhérèrent à l'AIT après la grève d'août 1866, alors que les *Malleable Ironworkers* firent partie des rares membres de l'Association parmi les ouvriers des grandes usines du Nord et des Midlands. La voix de l'Internationale ne porta pas non plus jusqu'à l'industrie du charbon ou du coton, ni jusqu'aux ouvriers mécaniciens (qui, en raison de leurs compétences techniques ne se sentirent jamais menacés par la concurrence étrangère). Les plus nombreux à rejoindre l'Internationale furent les ouvriers de la construction. L' Amalgamated Society of Carpenters and Joiners, qui était forte de neuf mille membres, et dont le secrétaire Robert Applegarth (1834-1924) siégeait au Conseil général, représentait un cinquième de l'effectif total de l'AIT en Grande-Bretagne. Après eux venaient les tailleurs, les cordonniers, les ébénistes, les relieurs, les tisserands de toiles et de rubans, les selliers et les fabricants de cigares – tous métiers qui n'étaient pas affectés par la révolution industrielle. En janvier 1867, le London Trades Council (association des *trade-unions* londoniennes) décida de coopérer avec l'Internationale mais vota contre le fait d'y adhérer. Avec cet épisode, le Conseil général prit conscience du fait que l'AIT était incapable de dépasser sa sphère d'influence existante.

L'institutionnalisation croissante du mouvement ouvrier contribua encore à ralentir la marche de l'Internationale. Le *Reform Act*, résultat de la bataille dans laquelle la *Reform League* s'était engagée la première, ouvrit le droit de vote à plus d'un million d'ouvriers britanniques. La légalisation des *trade-unions*, qui suivit et qui mit progressivement fin au risque de persécution et de répression, permit au prolétariat de devenir une présence réelle au sein de la société. En conséquence, les dirigeants du pays, pragmatiques, continuèrent dans la voie de la réforme, et les classes laborieuses – si différentes de leurs homologues françaises – se sentaient d'autant plus intégrées à la société britannique qu'elles croyaient qu'un changement pacifique suffirait à améliorer leur sort[35]. La situation sur le continent était à l'évidence fort dissemblable. Dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, la négociation collective sur les salaires était quasi inexistante. En Belgique, les grèves étaient réprimées par le gouvernement, presque comme s'il s'agissait d'actes de guerre, tandis qu'en Suisse elles constituaient encore une anomalie que l'ordre établi jugeait difficilement tolérable. En France, les grèves avaient été légalisées en 1864, mais les premiers syndicats étaient encore soumis à des restrictions sévères.

Telle était la toile de fond du Congrès de 1867, où l'Internationale se réunit animée d'une force nouvelle, conséquence d'une expansion continue et généralisée. Quelques journaux bourgeois, dont le *Times*, envoyèrent des correspondants pour suivre ses débats, du 2 au 8 septembre. De nouveau, c'était une ville suisse, Lausanne, qui accueillait l'événement, auquel participaient soixante-quatre délégués venus de six pays[36] (avec un représentant pour la Belgique et un pour

35. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 290-291.

36. Alors que les statuts de l'AIT prévoyaient 1 délégué pour 500

l'Italie). Marx, occupé par la correction des épreuves du *Capital*, était absent du Conseil général quand les documents préparatoires y furent rédigés, comme il fut absent du Congrès lui-même[37]. Cela ne fut pas sans effets, comme en témoigne le fait que le Congrès eut surtout à entendre des rapports arides sur la croissance de l'organisation dans divers pays, et de discuter de thèmes proudhoniens (comme le mouvement coopératif ou les usages alternatifs du crédit) chers aux mutuellistes, qui étaient fortement représentés.

La question de la guerre et du militarisme fut également débattue à la demande de la Ligue internationale de la paix dont le congrès inaugural devait se tenir immédiatement après celui de l'AIT. Au cours des débats, le délégué de Bruxelles, César De Paepe (1841-1890), l'un des théoriciens les plus brillants et les plus actifs de l'Internationale, formula ce qui devint par la suite la position classique du mouvement ouvrier : les guerres sont inévitables dans un système capitaliste.

> Si j'avais à exprimer mes sentiments au Congrès [de la paix] de Genève, je lui dirais : Nous voulons la paix comme vous, mais nous savons que tant qu'existera ce qu'on appelle le principe des nationalités ou le patriotisme, il y aura la guerre ; tant qu'il y aura des classes distinctes, il y aura la guerre. La guerre n'est pas seulement le fruit de l'ambition d'un monarque [...] la véritable cause de la guerre [ce sont] les intérêts de quelques capitalistes ; la guerre est le résultat du manque d'équilibre dans le monde économique, et du manque d'équilibre dans le monde politique[38].

---

membres, la représentation dépendait en réalité de la possibilité, pour les délégués, de participer au Congrès.

37. Marx continua ensuite à ne pas assister aux Congrès – à l'exception du Congrès crucial de La Haye, en 1872.

38. Extrait 49, p. 308.

Enfin, il y eut un débat sur la question de l'émancipation des femmes[39], puis le Congrès vota en faveur d'un rapport déclarant que « les efforts des nations [devaient] tendre à rendre l'État propriétaire des moyens de transport et de circulation[40] ». Cela constitua la première déclaration collectiviste approuvée par un congrès de l'Internationale. Les mutuellistes demeuraient cependant absolument opposés à la socialisation des terres et l'examen approfondi de cette question fut repoussée au congrès suivant.

VI. La défaite des mutuellistes

Dès les débuts de l'Internationale, les idées de Proudhon avaient été hégémoniques en France, en Suisse romande, en Wallonie et à Bruxelles. Ses partisans, en particulier Tolain et Ernest Édouard Fribourg (1834-1903), réussirent à imprimer leur marque à la réunion fondatrice de 1864, à la conférence de Londres de 1865 et aux Congrès de Genève et de Lausanne.

Pendant quatre ans, les mutuellistes constituèrent l'aile la plus modérée de l'Internationale. Les *trade-unions* anglaises, qui représentaient la majorité, ne partageaient pas l'anticapitalisme de Marx, mais elles n'avaient pas non plus sur les choix politiques de l'organisation une influence comparable à celle que pouvait avoir les proudhoniens.

S'appuyant sur les théories de l'anarchiste français, les mutuellistes affirmaient que l'émancipation économique des ouvriers serait atteinte grâce à la fondation de coopératives de producteurs et d'une banque du peuple. Résolument hostiles à l'intervention de l'État dans quelque domaine que ce soit, ils s'opposaient à la

39. Extrait 6, p. 152.

40. Extrait 32, p. 231.

socialisation des terres et des moyens de production, ainsi qu'à tout usage de la grève comme arme de lutte. En 1868 par exemple, de nombreuses sections de l'Internationale jugeaient encore cette méthode néfaste. Le rapport de la section liégeoise était à cet égard emblématique : « La grève est une lutte. Elle accroît donc les ferments de haine jetés entre le peuple et la bourgeoisie, et sépare de plus en plus deux classes qui devraient au contraire se fondre et se réunir[41]. » On pouvait difficilement être plus éloigné des positions et des thèses du Conseil général.

Marx joua indubitablement un rôle central dans le long combat visant à réduire l'influence de Proudhon au sein de l'Internationale. Ses idées jouèrent un rôle fondamental dans l'évolution théorique des dirigeants de l'AIT, et il fit preuve d'une remarquable capacité à les imposer en sortant vainqueur de la plupart des grands conflits internes à l'organisation. En ce qui concerne la coopération par exemple, il avait déjà déclaré en 1866 dans les *Instructions sur diverses questions aux délégués du Conseil central provisoire* :

> Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des *changements sociaux généraux* sont indispensables. *Les changements des conditions générales de la société* ne seront jamais réalisés sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes. [Il faut] encourager la *coopération de production* plutôt que la *coopération de consommation*. Celle-ci touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre attaquant sa base[42].

41. Cassian Maréchal, « Section liégeoise », PI, I, p. 267.
42. Extrait 2, p. 131.

Mais les ouvriers eux-mêmes avaient déjà commencé à rejeter les doctrines de Proudhon. C'est surtout la multiplication des grèves qui avait convaincu les mutuellistes du caractère erroné de leurs conceptions. Les luttes prolétariennes montraient non seulement que la grève était nécessaire comme moyen immédiat permettant d'améliorer, à court terme, la condition des travailleurs, mais aussi qu'elle renforçait une conscience de classe essentielle pour construire la société future. Ce furent des hommes et des femmes bien réels qui interrompirent la production capitaliste pour exiger le respect de leurs droits et la justice sociale, modifiant ainsi le rapport de force au sein de l'Internationale et, ce qui est plus important, dans la société tout entière. Ce furent les bronziers parisiens, les tisserands de Rouen et de Lyon, les mineurs de Saint-Étienne qui convainquirent – plus efficacement que toutes les discussions théoriques du monde – les dirigeants français de l'Internationale de la nécessité de socialiser les terres et l'industrie. Et c'est le mouvement ouvrier qui démontra, contre Proudhon, qu'il était impossible de séparer la question socio-économique de la question politique[43].

Le Congrès de Bruxelles, tenu du 6 au 13 septembre 1868 en présence de quatre-vingt-dix-neuf délégués venus de France, Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne, Espagne (un délégué) et Belgique (cinquante-cinq délégués)[44], finit par faire pièce aux mutuellistes. Le moment crucial fut celui où l'assemblée approuva la proposition de De Paepe en faveur de la socialisation des moyens de production – une avancée décisive pour la définition des bases

43. Voir Jacques Freymond, « Introduction », PI, I, p. XIV.

44. Eugène Dupont (1831-1881) représentait une section de Naples. Auguste Blanqui (1805-1881) participa également au Congrès, comme observateur.

économiques du socialisme, non plus simplement dans les écrits de quelques intellectuels isolés, mais dans le programme d'une grande organisation transnationale. Au sujet des mines et des transports, le Congrès déclara :

> a. Que les carrières, houillères et autres mines ainsi que les chemins de fer, dans une société normale, appartiendront à la collectivité sociale, représentée par l'État, mais par un État dégénéré et soumis lui-même aux lois de la justice.
>
> b. Que les carrières, houillères, chemins de fer, seront concédés par la société, non à des capitalistes comme aujourd'hui, mais à des compagnies ouvrières, et ce moyennant un double contrat : l'un donnant l'investiture à la compagnie ouvrière et garantissant à la société l'exploitation scientifique et rationnelle de la concession au prix le plus proche du prix de revient et réserver à l'État le droit de vérifier les comptes de la compagnie, afin de prévenir toute possibilité de reconstitution des monopoles ; l'autre garantissant les droits mutuels de chaque membre de l'association ouvrière vis-à-vis de ses collègues[45].

Concernant la propriété du sol, on adopta le principe suivant :

> l'évolution économique fera de l'entrée du sol arable à la propriété collective une nécessité sociale et [...] le sol sera concédé aux compagnies agricoles [...] avec des conditions de garantie [...] analogues à celles nécessaires pour les mines et les chemins de fer[46].

45. Extrait 3, p. 141.
46. *Ibid.,* p. 142.

Et des considérations similaires furent appliquées aux canaux, routes et télégraphes :

> Considérant que ces voies de communication exigent une direction d'ensemble et un entretien qui ne peuvent être abandonnés à des particuliers, le Congrès estime qu'ils doivent rester la propriété commune de la société[47].

Enfin, quelques remarques intéressantes furent formulées au sujet de l'environnement :

> Considérant que l'abandon des forêts à des particuliers pousserait à la destruction de massifs boisés nécessaires à la conservation des sources, et par suite aux bonnes qualités de terrain, ainsi qu'à l'hygiène publique et à la vie des citoyens, le Congrès pense que les forêts doivent rester à la collectivité sociale[48].

À Bruxelles, l'Internationale se prononça donc pour la première fois clairement sur la socialisation des moyens de production par les autorités étatiques[49]. Ce fut une importante victoire pour le Conseil général, et la première apparition de principes socialistes dans le programme politique d'une organisation ouvrière majeure.

En outre, le Congrès débattit à nouveau de la question de la guerre. Une motion présentée par Becker, que Marx résuma plus tard dans les résolutions (publiées) du Congrès, affirmait :

> Ce sont exclusivement les travailleurs, dont l'intérêt à l'abolition définitive de toute guerre, tant économique que politique, tant individuelle que nationale,

47. *Ibid.,* p. 142.

48. *Idem*.

49. Cela fut rendu possible par l'évolution des sections belges, qui se convertirent au collectivisme après leur Congrès fédéral en juillet.

> [est] évident et logique, puisque ce sont eux, en définitive, qui doivent toujours payer de leur sang et de leur travail les comptes à régler entre les belligérants, n'importe de quel côté soit la victoire ou la défaite[50].

Les ouvriers étaient appelés à appréhender toute guerre « comme une guerre civile[51] ». De Paepe suggéra également le recours à la grève générale contre la guerre[52] – une proposition que Marx rejeta en la qualifiant de « sottise[53] », mais qui, de fait, tendait à développer une conscience de classe susceptible de dépasser les luttes purement économiques.

Si le tournant collectiviste de l'Internationale fut amorcé lors du Congrès de Bruxelles, c'est au Congrès de Bâle, qui se tint l'année suivante du 5 au 12 septembre, qu'il fut vraiment confirmé, et que le proudhonisme fut fragilisé jusque dans sa patrie française. Le Congrès réunit cette fois soixante-dix-huit délégués, venus non seulement de France, de Suisse, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de Belgique, mais aussi – signe évident de son expansion – d'Espagne, d'Italie et d'Autriche, ainsi qu'un représentant de la National Labor Union venu des États-Unis. La présence de ce dernier et celle de Liebknecht envoyé par l'une des premières forces politiques organisées de la classe ouvrière (le Parti ouvrier social-démocrate allemand – SDAP – fondé à Eisenach quelques semaines auparavant) contribuèrent à rendre le Congrès plus solennel et à y insuffler de l'espoir. L'espace à l'intérieur duquel l'Association menait la lutte contre la domination du capital s'était manifestement agrandi et le compte rendu des débats ainsi que les

50. PI, I, p. 402-403.

51. *Ibid.,* p. 403.

52. Extrait 50, p. 309.

53. Karl Marx à Friedrich Engels, 16 septembre 1868, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome IX, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 300.

rapports généraux sur les activités du Congrès témoignèrent bien de l'enthousiasme des ouvriers qui s'y étaient rassemblés.

Les résolutions sur la propriété de la terre votées lors du Congrès de Bruxelles furent confirmées par cinquante-quatre votes contre quatre oppositions et treize abstentions. Onze des délégués français – dont Eugène Varlin (1839-1871), qui devint plus tard une figure majeure de la Commune de Paris – approuvèrent même un nouveau texte qui déclarait que « la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et faire entrer le sol à la communauté[54] » ; dix s'abstinrent et quatre (dont Tolain) votèrent contre. Après Bâle, l'Internationale en France n'était plus majoritairement mutuelliste.

L'importance du Congrès de Bâle tient aussi au fait que Bakounine prit part aux débats en tant que délégué. Ayant échoué à prendre la direction de la Ligue internationale de la paix, il avait fondé l'Alliance internationale de la démocratie socialiste en septembre 1868 à Genève, et en décembre celle-ci avait demandé à adhérer à l'Internationale. Le Conseil général commença par rejeter cette requête, au motif que l'Alliance internationale de la démocratie socialiste était toujours affiliée à une autre structure transnationale parallèle, et que l'un de ses objectifs – « l'égalisation des classes » – était radicalement opposé à ce qui constituait l'un des piliers de l'Internationale : l'abolition des classes sociales. Peu de temps après cependant, l'Alliance modifia son programme et accepta de dissoudre son réseau de sections, dont beaucoup n'existaient de toute façon que dans l'esprit de Bakounine[55]. Le 28 juillet 1869, la section de Genève et ses cent quatre membres furent donc intégrés à

54. PI, II, p. 74.

55. Voir Edward Hallett Carr, *Michael Bakunin,* New York, Vintage, 1961, p. 392.

l'Internationale[56]. Marx connaissait assez bien Bakounine mais il avait sous-estimé les conséquences de cette décision. L'influence du célèbre révolutionnaire russe s'étendit en effet rapidement dans un certain nombre de sections suisses, espagnoles et françaises (et dans des sections italiennes après la Commune de Paris), et lors du Congrès de Bâle, grâce à son charisme et à sa rhétorique percutante, il parvint déjà à influencer l'issue des délibérations. Lors du vote sur le droit d'héritage par exemple, les délégués rejetèrent pour la première fois une proposition du Conseil général[57]. Alors qu'il avait finalement réussi à défaire les mutuellistes et à enterrer le spectre de Proudhon, Marx devait désormais affronter un rival beaucoup plus sérieux, qui formait une nouvelle tendance – l'anarchisme collectiviste – et cherchait à prendre le contrôle de l'organisation.

VII. Essor européen et opposition à la guerre franco-prussienne

La fin des années 1860 et le début de la décennie 1870 furent des périodes riches en conflits sociaux. De nombreux ouvriers engagés dans des actions de protestation décidèrent d'établir des contacts avec l'Internationale, dont la réputation ne cessait de s'étendre et malgré l'étroitesse de ses ressources le Conseil général ne manquait jamais de répondre en faisant appel à la solidarité de ses sections et en organisant des collectes de fonds. Ce fut par exemple le cas en mars 1869, lorsque huit mille teinturiers et passementiers demandèrent son soutien. Le Conseil général ne put envoyer plus de quatre livres prises sur ses fonds propres, mais il publia une circulaire

56. D'après *ibid.,* p. 374, « le cheval de bois venait d'entrer dans la citadelle troyenne ».

57. Extrait 31, p. 226.

qui permit de récolter trois cents livres auprès de maints groupes d'ouvriers de divers pays. Plus significative encore fut la lutte des ouvriers mécaniciens de Newcastle pour obtenir la réduction de la journée de travail à neuf heures, lutte dans laquelle deux émissaires du Conseil général, James Cohen et Eccarius, jouèrent un rôle crucial en contrecarrant les manœuvres des patrons, qui voulaient faire venir du continent des briseurs de grève. Le succès de cette grève, fameuse dans tout le pays, servit d'avertissement aux capitalistes anglais, qui à partir de ce moment cessèrent de recruter des travailleurs de l'autre côté de la Manche[58].

L'année 1869 vit l'Internationale s'étendre significativement à travers toute l'Europe. La Grande-Bretagne faisait toutefois figure d'exception. Le congrès des *trade-unions,* qui se réunit à Birmingham en août, recommanda à toutes les organisations qui le composaient de s'affilier à l'Internationale. Mais l'appel ne fut guère entendu, et le niveau des adhésions resta à peu près le même qu'en 1867. Si les dirigeants syndicaux soutenaient pleinement Marx contre les mutuellistes, ils n'avaient que peu de temps à consacrer aux questions théoriques[59], et n'étaient pas dévorés par l'ardeur révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle Marx s'opposa longtemps à la fondation d'une fédération britannique de l'Internationale, qui aurait été indépendante du Conseil général.

Dans chacun des pays européens où l'Internationale était relativement forte, ses membres mirent sur pied de nouvelles organisations, complètement autonomes par rapport à celles qui existaient déjà, formant de nouvelles sections locales et/ou nationales quand leurs effectifs le permettaient. En Grande-Bretagne,

58. Voir Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale. Band 1, op. cit.*, p. 181.

59. Voir Jacques Freymond, « Introduction », PI, I, p. XIX.

toutefois, les *trade-unions*, qui constituaient la force principale de l'Internationale, ne démantelèrent naturellement pas leurs propres structures. Le Conseil général, basé à Londres, remplissait deux fonctions à la fois : quartier général de l'organisation à l'échelle mondiale et direction pour la Grande-Bretagne. Quoi qu'il en soit, l'affiliation des syndicats maintint quelque cinquante mille ouvriers dans l'orbite de l'AIT, à un moment où l'Internationale progressait sur tout le continent.

En France, les mesures répressives du Second Empire firent de 1868 une année de crise sévère pour l'Internationale : toutes ses sections disparurent, à la seule exception de celle de Rouen. L'année suivante fut cependant marquée par un regain de l'organisation. Tolain avait cessé d'en être la figure de proue à la suite du Congrès de Bâle, et de nouveaux dirigeants comme Varlin, qui avaient renoncé aux positions mutuellistes, s'imposèrent. L'Internationale atteignit sa pleine expansion en 1870, mais les effectifs demeurèrent bien inférieurs aux chiffres fantaisistes inventés et répandus par certains auteurs. En dépit de sa croissance considérable, l'organisation ne s'enracina jamais dans trente-huit des quatre-vingt-dix départements que comptait alors la France. Il se peut que les effectifs parisiens soient montés jusqu'à dix mille personnes, dont beaucoup étaient affiliées à l'Internationale par l'intermédiaire de sociétés coopératives, d'organisations professionnelles ou de sociétés de résistance. D'après des estimations sérieuses, il y aurait eu trois mille membres à Rouen comme à Lyon (où un soulèvement conduisit à la proclamation en septembre 1870 d'une Commune du peuple, qui fut ensuite écrasée dans le sang) et un peu plus de quatre mille à Marseille. Le total national peut

être estimé à un peu plus de trente mille membres[60]. Ainsi, quoique l'Internationale ne soit pas devenue une véritable organisation de masse en France, elle atteignit tout de même une taille respectable et suscita un large intérêt, comme en témoigne la demande d'adhésion que le Cercle des prolétaires positivistes de Paris soumit au Conseil général[61]. À partir de 1870, même certains disciples de Blanqui surmontèrent leurs réticences initiales à l'égard d'une organisation inspirée par la modération proudhonienne, et, voyant l'enthousiasme qu'elle suscitait parmi les ouvriers, commencèrent à y adhérer à leur tour. À l'évidence, de l'eau avait coulé sous les ponts depuis 1865, époque où les sections françaises de l'Internationale fondées par Tolain et Fribourg[62] n'étaient rien de plus que de petites « sociétés d'étude » montées en épingle[63]. En France, l'organisation recommandait

60. Voir Jacques Rougerie, « Les sections françaises de l'Association internationale des travailleurs », in *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement, op. cit.,* p. 111, qui parle de « quelques dizaines de milliers ».

61. Voir CGPI, III, p. 218. Cette demande fut rejetée parce que les groupes qui se définissaient uniquement par leur orientation politique ne pouvaient pas adhérer à l'Internationale. La décision prit la forme d'une résolution officielle l'année suivante lors de la Conférence de Londres de 1871, où elle fut approuvée par les délégués : « …toutes les organisations existantes de l'Association internationale des travailleurs seront, conformément à la lettre et à l'esprit des statuts généraux, désormais obligées à s'appeler et à se constituer simplement et exclusivement comme branches, sections, etc., de l'Association internationale des travailleurs avec les noms de leurs localités respectives attachés ; il sera donc défendu aux branches et sociétés existantes de continuer à se désigner par des noms de secte, c'est-à-dire comme des groupes mutualistes, positivistes, collectivistes, communistes, etc. » (PI, II, p. 238)

62. Voir Jacques Rougerie, « L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871 », *International Review of Social History,* XVII, 1972, n° 1, p. 11-12. Les deux hommes rompirent plus tard avec l'Internationale et ses idées, et Tolain fut exclu de l'organisation, voir extrait 25, note 4, p. 211.

63. Voir Ernest Édouard Fribourg, *L'Association internationale des*

désormais de se concentrer sur le conflit social et l'activité politique.

En Belgique, la période qui suivit le Congrès de Bruxelles de 1868 fut marquée par la montée en puissance du syndicalisme, une série de grèves victorieuses, et l'affiliation de nombreuses sociétés ouvrières à l'Internationale. Les effectifs connurent leur apogée au début des années 1870, l'AIT comptant alors plusieurs dizaines de milliers de personnes, probablement plus que dans toute la France. C'est là que l'Internationale atteignit sa plus forte densité numérique au sein de la population, et qu'elle eut la plus grande influence sur la société.

Durant cette période, l'évolution fut également positive en Suisse. En 1870, les effectifs totaux s'établissaient à six mille membres (sur une population active d'environ sept cent mille individus), dont deux mille dans les trente-quatre sections genevoises, et huit cents dans la région jurassienne. Peu après, cependant, l'action de Bakounine divisa l'organisation suisse en deux parties d'ampleur égale. Celles-ci s'affrontèrent lors du congrès de la Fédération romande, en avril 1870, justement pour déterminer si l'Alliance internationale de la démocratie socialiste devait être admise au sein de la Fédération[64]. Quand il s'avéra qu'il était impossible de réconcilier leurs positions, les débats se poursuivirent dans deux congrès parallèles, et une trêve n'intervint qu'après intervention du Conseil général. Le groupe fidèle à la ligne de Londres était légèrement plus réduit, mais conserva le nom de Fédération romande, tandis que celui qui était lié à Bakounine dut adopter le titre de Fédération jurassienne, même si son affiliation à l'Internationale était réaffirmée.

---

travailleurs, Paris, Armand Le Chevalier, 1871, p. 26.

64. Voir Jacques Freymond (dir.), *Études et documents sur la Première Internationale en Suisse*, Genève, Droz, 1964, p. 295.

Les principaux meneurs du premier groupe étaient Nicolas Outine (1841-1883), qui avait fondé à Genève la première section russe de l'Internationale[65], et Johann Philipp Becker qui, bien qu'ayant collaboré avec Bakounine entre l'été 1868 et février 1870, avait empêché que l'organisation suisse ne tombe tout entière entre ses mains. Quoi qu'il en soit, la consolidation de la Fédération jurassienne constitua une étape importante dans la construction d'un courant anarcho-syndicaliste au sein de l'Internationale. Sa figure la plus éminente était le jeune James Guillaume (1844-1916), qui joua un rôle crucial dans le conflit avec Londres.

Au cours de cette période, les idées de Bakounine commencèrent à se répandre dans de nombreuses villes, tout particulièrement en Europe méridionale, mais le pays où elles s'enracinèrent le plus vite fut l'Espagne. En effet, l'Internationale commença à se développer dans la péninsule ibérique grâce à l'activité de l'anarchiste napolitain Giuseppe Fanelli (1827-1877) qui, à la demande de Bakounine, se rendit à Barcelone et à Madrid entre octobre 1868 et le printemps 1869 pour y aider à la fondation de sections de l'Internationale et de groupes de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste (dont il était membre). Son voyage fut couronné de succès. Mais le fait qu'il distribuât des documents issus des deux Internationales, souvent aux mêmes personnes, fournit un exemple éclatant de la confusion et de l'éclectisme théorique des partisans de Bakounine. Les ouvriers espagnols fondèrent l'Internationale d'après les principes de l'Alliance de la démocratie socialiste. Fanelli parvint tout de même à rallier des cadres importants, comme Anselmo Lorenzo (1841-1914), qui avait auparavant eu connaissance des textes de Proudhon grâce

65. Voir Woodford McClellan, *Revolutionary Exiles*, Londres, Frank Cass, 1979, p. 83-107.

à la traduction du futur président espagnol Francisco Pi y Margall (1824-1901). Et, en dépit de nombreuses altérations, les idées de l'Internationale parvinrent à toucher un mouvement ouvrier balbutiant, mais avide d'organisation et de combat. Au Congrès de Bâle, le délégué espagnol Rafael Farga Pellicer (1844-1890) revendiquait déjà l'existence de plusieurs dizaines de sections.

Dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, malgré la présence de deux organisations politiques du mouvement ouvrier – l'ADAV, lassalienne, et le SDAP, lié à Marx – l'enthousiasme pour l'Internationale était faible et les demandes d'adhésions peu nombreuses. Pendant les trois premières années de son existence, les militants allemands, craignant les représailles des autorités, ignorèrent presque complètement l'AIT. Mais le tableau se modifia quelque peu à partir de 1868, quand crût la renommée de l'Internationale et que ses succès se multiplièrent à travers toute l'Europe. À partir de ce moment, les deux partis rivaux aspirèrent à représenter l'aile allemande de l'AIT. Dans la lutte contre les lassaliens – dont le dirigeant, Johann Baptist von Schweitzer (1833-1875) ne demanda jamais l'affiliation de l'ADAV à l'Internationale –, Liebknecht essaya de jouer sur la proximité de son parti avec les positions de Marx. Mais l'affiliation du SDAP à l'Internationale était plus formelle (ou « purement platonique[66] » selon l'expression d'Engels) que réelle, et elle se traduisait par un investissement matériel et idéologique minimal. Sur les dix mille membres environ inscrits l'année de la fondation du SDAP, seuls quelques centaines rejoignirent l'Internationale à titre individuel (ce que permettaient les lois prussiennes sur les associations[67]). Le faible interna-

66. Friedrich Engels à Theodor Cuno, 7-8 mai 1872, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome XII*,* Paris, Éditions sociales, 1989, p. 107.

67. Voir Roger Morgan, *The German Social Democrats and the*

tionalisme des Allemands joua donc davantage que toutes les questions légales et il diminua encore dans la seconde moitié de l'année 1870, où le mouvement se trouva de plus en plus occupé par des querelles internes[68].

Deux nouvelles positives vinrent cependant compenser les faiblesses de l'AIT en Allemagne. En mai 1869, les premières sections de l'Internationale furent mises sur pied aux Pays-Bas et commencèrent doucement à croître à Amsterdam et en Frise. Peu après, l'organisation connut également un regain en Italie, où elle n'avait jusque-là été présente que dans quelques pôles qui n'avaient presque aucun rapport entre eux.

Plus important encore, au moins symboliquement et pour ce qu'il souleva d'espoirs, était le nouvel ancrage de l'AIT de l'autre côté de l'Atlantique : les immigrants arrivés quelques années plus tôt avaient commencé à établir les premières sections aux États-Unis. Cependant, l'organisation souffrit, dès sa naissance, de handicaps qu'elle ne parvint jamais à surmonter. En dépit des exhortations de Londres, elle fut incapable de transcender le caractère nationaliste des différents groupes qui s'y affilièrent ou de recruter des ouvriers nés dans le Nouveau Monde. Lorsque les sections germanophones, francophones et tchécophones formèrent le Comité central de l'AIT pour l'Amérique du Nord, en décembre 1870, ce fut le seul dans l'histoire de l'Internationale à n'avoir que des membres « d'origine étrangère ». L'aspect le plus frappant de cette anomalie était que l'Internationale

---

First International, 1864-1872, New York, Cambridge University Press, 1965, p. 180, citant une affirmation de Becker dans le dernier numéro de *Vorbote* selon laquelle à la fin de 1871 « 58 des sections [germanophones de l'Internationale] avaient été mises sur pied (environ la moitié d'entre elles en Allemagne, le reste surtout en Suisse), dix sociétés avaient adhéré, et 385 membres individuels avaient payé leur cotisation. »

68. *Ibid.,* p. x.

aux États-Unis ne disposa jamais d'aucun organe de presse anglophone.

Dans ce contexte général, marqué par des contradictions évidentes et un développement inégal selon les pays, l'Internationale se préparait à tenir son cinquième Congrès en septembre 1870. Celui-ci devait au départ avoir lieu à Paris, mais les mesures répressives du gouvernement français conduisirent le Conseil général à opter plutôt pour Mayence ; Marx pensa probablement aussi qu'un plus grand nombre de délégués allemands, proches de ses positions, l'aiderait à contenir les progrès des bakouninistes. Mais le déclenchement de la guerre franco-prussienne, le 19 juillet 1870, ne laissa pas d'autre choix que d'annuler le Congrès.

En raison de ce conflit au cœur de l'Europe, la priorité des priorités était désormais d'aider le mouvement ouvrier à formuler une position indépendante, éloignée de la rhétorique nationaliste qui avait cours à l'époque. Dans sa première *Adresse sur la guerre franco-allemande*, Marx appela les travailleurs français à se débarrasser de Louis Napoléon Bonaparte et à liquider l'Empire qu'il avait établi dix-huit ans plus tôt. Les travailleurs allemands, de leur côté, devaient empêcher que la défaite de Bonaparte ne se transforme en un assaut contre le peuple français :

> [À] l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la *Paix*, parce que dans chaque nation règnera le même principe : le *Travail* ! Le pionnier de cette nouvelle société, c'est l'Association internationale des travailleurs[69].

Ce texte, tiré à trente mille exemplaires (quinze mille pour l'Allemagne, quinze mille pour la France,

69. Extrait 54, p. 320.

imprimés à Genève), fut la première grande déclaration de l'Internationale touchant la politique étrangère. L'un des nombreux lecteurs qui s'enthousiasmèrent pour le texte fut John Stuart Mill (1806-1873) : « Il n'y avait pas là-dedans un mot à retirer », écrivit-il, et « on n'aurait pas pu s'exprimer en moins de mots[70] ».

Les dirigeants du SDAP, Liebknecht et August Bebel (1840-1913), furent les deux seuls membres du parlement de la Confédération d'Allemagne du Nord à refuser de voter les crédits militaires[71], et des sections françaises de l'Internationale envoyèrent aux ouvriers allemands des messages d'amitié et de solidarité. La défaite française n'en marqua pas moins la naissance d'une nouvelle ère, une époque de puissance accrue des États-nations en Europe – avec tout le chauvinisme que cela suppose.

VIII. L'Internationale et la Commune de Paris

Après la victoire allemande de Sedan et la capture de Bonaparte, la Troisième République fut proclamée en France, le 4 septembre 1870. En janvier de l'année suivante, le siège de Paris, long de quatre mois, prit fin avec l'acceptation par le gouvernement français des conditions posées par Bismarck. L'armistice permit la tenue d'élections et l'accession à la présidence de la République d'Adolphe Thiers (1797-1877), soutenu par une forte majorité légitimiste et orléaniste. Dans la capitale, cependant, les forces républicaines progressistes firent carton plein aux élections ; le mécontentement populaire était général. Confrontés à un gouvernement qui voulait désarmer la ville et refusait toute réforme sociale, les Parisiens se retournèrent

70. John Stuart Mill, *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. XXXII, Toronto, University of Toronto Press, 1991, p. 244.

71. Les représentants de l'Association générale des travailleurs allemands (lassalienne) votèrent, eux, le budget.

contre Thiers et, le 18 mars, donnèrent naissance à l'un des principaux événements politiques de l'histoire du mouvement ouvrier : la Commune de Paris.

Alors que Bakounine avait encouragé les ouvriers à transformer la guerre patriotique en guerre révolutionnaire[72], à Londres le Conseil général choisit d'abord de garder le silence. Marx fut chargé d'écrire, au nom de l'Internationale, un texte sur la situation, mais il retarda sa publication. Bien conscient de l'état réel des rapports de force sur le terrain et des faiblesses de la Commune, Marx savait que celle-ci était condamnée à la défaite. Il avait même tenté, dès septembre 1870, de mettre en garde la classe ouvrière française, dans sa *Seconde adresse sur la guerre franco-allemande* :

> Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français [...] ne doivent pas se laisser entraîner par les *souvenirs* nationaux de 1792 [...]. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République[73].

Une fervente déclaration célébrant la victoire de la Commune de Paris aurait risqué de susciter de faux espoirs chez les ouvriers de toute l'Europe, et,

---

72. Voir Arthur Lehning, « Introduction », in *Bakunin-Archiv, vol. 6, Michel Bakounine sur la guerre franco-allemande et la révolution sociale en France (1870-1871),* Leyde, Brill, 1977 p. XVI.

73. Extrait 55, p. 323.

au bout du compte, d'alimenter le découragement et la méfiance. Marx repoussa la remise de son texte et se tint à l'écart des réunions du Conseil général pendant plusieurs semaines. Ses sombres prémonitions s'avérèrent rapidement fondées, et le 28 mai, un peu plus de deux mois après qu'elle eut été proclamée, la Commune de Paris était écrasée dans le sang. Deux jours plus tard, Marx reparut au Conseil général, muni d'un manuscrit intitulé *La Guerre civile en France*. Lu et unanimement approuvé, le texte fut ensuite publié avec la signature de tous les membres du Conseil général. Le document eut un impact énorme dans les semaines qui suivirent, plus important que n'importe quel texte du mouvement ouvrier au XIXe siècle. Trois éditions anglaises se succédèrent rapidement, s'attirant des éloges chez les ouvriers, et suscitant un tollé dans les cercles bourgeois. Le texte fut aussi traduit, entièrement ou partiellement, dans une dizaine d'autres langues, et parut dans des journaux, dans des magazines et en brochures dans différents pays d'Europe et aux États-Unis.

Malgré la défense passionnée de Marx, et malgré ce qu'ont affirmé aussi bien les adversaires réactionnaires de l'AIT que les marxistes dogmatiques cherchant à tout prix à donner une image idéale de l'Association[74], il n'y a aucune raison de penser que le Conseil général ait réellement encouragé l'insurrection parisienne. D'importantes figures de l'organisation ont bel et bien joué un rôle – par exemple Léo Frankel (1844-1896), quoique d'origine hongroise, fut « délégué au travail, à l'industrie et à l'échange » – mais les instances dirigeantes de la Commune étaient

74. Voir Georges Haupt, « La Commune comme symbole et comme exemple », in *L'Historien et le Mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, qui met en garde contre « la volonté de refaçonner la réalité de la Commune pour la rendre conforme à une image transfigurée par l'idéologie ».

plutôt tenues par une aile jacobine radicale. Sur les quatre-vingt-cinq représentants élus aux élections municipales du 26 mars[75], on comptait quinze modérés (ceux qu'on appelait « le parti des maires », un groupe d'anciens maires d'arrondissements) et quatre radicaux, qui démissionnèrent immédiatement et ne prirent jamais part au Conseil de la Commune. Sur les soixante-six restants – souvent difficiles à situer, car leurs affiliations politiques pouvaient être multiples – on trouvait quelques socialistes indépendants, une vingtaine de républicains néo-jacobins, une douzaine de blanquistes et dix-sept membres de l'Internationale[76]. Parmi ces derniers figuraient Édouard Vaillant (1840-1915), Benoît Malon (1841-1893), Auguste Serrailler (1840-1891), Jean-Louis Pindy (1840-1917), Albert Theisz (1839-1881), Charles Longuet (1839-1903), ainsi que Varlin et Frankel, déjà nommés. Mais ces internationaux, venant de milieux et de cultures divers, ne constituaient pas un bloc monolithique et votaient souvent différemment les uns des autres. Cela aussi favorisa l'hégémonie de la perspective jacobine des républicains radicaux qui apparaît bien dans la décision d'inspiration montagnarde, prise en mai (et approuvée par les deux tiers du Conseil général de la Commune, dont les blanquistes), de créer un Comité de salut public. Marx lui-même souligna que « la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et [qu']elle n'aurait pas pu l'être[77] ».

Au cours de la Semaine sanglante (21-28 mai) qui suivit l'entrée des hordes versaillaises dans Paris, plus

75. Il y avait 92 sièges à pourvoir, mais en raison des élections multiples de certains individus, il n'y eu que 85 membres au Conseil.

76. Voir Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 146 ; Pierre Milza, *L'Année terrible*, Paris, Perrin, 2009, p. 78.

77. Karl Marx à Ferdinand Domela Nieuwenhuis, 22 février 1881, in *Karl Marx, Friedrich Engels, Collected Works, 1880-1883*, vol. 46, New York, International Publishers, p. 66.

de dix mille communards trouvèrent la mort, tués au combat ou victimes d'exécutions sommaires. Ce fut l'un des massacres les plus sanglants de l'histoire de France. Il y eut en outre quarante-trois mille prisonniers (ou plus), dont treize mille cinq cents furent ensuite condamnés à mort ou à la prison, aux travaux forcés ou à la déportation (beaucoup vers la lointaine colonie de la Nouvelle-Calédonie). sept mille autres communards réussirent à s'enfuir et trouvèrent refuge en Angleterre, en Belgique ou en Suisse. La presse conservatrice et libérale d'Europe paracheva l'œuvre des soldats de Thiers en accusant les communards de crimes effroyables et en célébrant la victoire de la « civilisation » sur l'impudente rébellion des travailleurs. Dès lors, l'Internationale se trouva au cœur du cyclone : on la tint pour responsable de chaque acte tourné contre l'ordre établi. Comme Marx le nota avec une ironie amère :

> Quand éclata le terrible incendie de Chicago, le télégramme annonça dans le monde entier que c'était l'œuvre de l'Internationale, et il est vraiment merveilleux qu'on n'ait pas attribué à cette organisation diabolique l'ouragan qui ravagea l'an passé les Indes occidentales[78].

Marx dut passer des jours entiers à répondre aux calomnies de la presse à son encontre et au sujet de l'Internationale : « [à] ce moment, écrivit-il, [il était] l'homme le plus calomnié et le plus menacé de Londres[79] ». Pendant ce temps, les gouvernements de toute l'Europe affûtaient leurs outils de répression, craignant que d'autres soulèvements ne

78. Karl Marx, « Rapport du Conseil général au cinquième Congrès annuel de l'Association internationale des travailleurs », CGPI, V, p. 385.

79. Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 18 juin 1871, *in* Marx et Engels, *Correspondance,* tome XI, *op. cit.*, p. 217.

se déclenchent à la suite de l'insurrection parisienne. Thiers interdit immédiatement l'Internationale et demanda au Premier ministre britannique, William Ewart Gladstone (1809-1898), d'en faire autant : ce fut le premier échange diplomatique ayant pour objet une organisation ouvrière. Le pape Pie IX (1792-1878) exerça le même genre de pression sur le gouvernement suisse, arguant que ce serait une grave erreur que de continuer à tolérer cette « secte de l'Internationale qui veut traiter toute l'Europe comme elle a traité Paris. Ces messieurs [...] sont à craindre, parce qu'ils travaillent pour le compte de l'éternel ennemi de Dieu et des hommes[80] ». Ces accusations aboutirent à la conclusion d'un accord entre la France et l'Espagne pour extrader ceux qui s'étaient réfugiés de l'autre côté des Pyrénées, ainsi qu'à des mesures répressives à l'encontre de l'Internationale en Belgique et au Danemark. Alors que Londres faisait preuve de mauvaise volonté, rechignant à violer le principe du droit d'asile, les représentants des gouvernements allemand et austro-hongrois se réunirent à Berlin en novembre 1872 et publièrent une déclaration commune à propos de la « question sociale » :

> 1. Les tendances de l'Internationale sont en contradiction totale, et en opposition avec les principes de la société bourgeoise et de l'État ; elles doivent donc être attaquées frontalement et vigoureusement repoussées ;
>
> 2. L'Internationale constitue la forme la plus dangereuse d'abus de la liberté d'association ; dans la mesure où les tendances et les principes de cette association ont un caractère international, l'action étatique contre eux doit être également internationale, et doit reposer sur la solidarité entre tous les gouvernements ;

80. CGPI, V, p. 384.

> 3. Quand bien même certains gouvernements renonceraient à promulguer une loi spéciale [contre l'AIT], comme il en existe en France, [il faut tout faire] pour couper l'herbe sous le pied de l'AIT, et l'empêcher d'exercer son action néfaste[81].

Enfin, l'Italie ne fut pas épargnée par l'assaut. Le plus remarquable fut l'attitude de Mazzini – qui avait à une époque regardé avec espoir du côté de l'Internationale – et qui considérait que les principes de l'AIT équivalaient désormais à « renier Dieu, [...] la patrie, [...] et toute propriété privée[82] ».

Les attaques contre la Commune de Paris se répandirent même dans certaines franges du mouvement ouvrier. Après la publication de *La Guerre civile en France*, le dirigeant syndical George Odger et le vieux chartiste Benjamin Lucraft (1809-1897) démissionnèrent de l'Internationale, cédant à la pression d'une campagne de presse hostile. Cependant, aucun syndicat ne retira son soutien à l'organisation – ce qui suggère encore une fois que l'incapacité de l'Internationale à progresser en Grande-Bretagne était principalement due à la relative apathie politique de la classe ouvrière[83].

En dépit du dénouement sanglant du soulèvement parisien et de la vague de calomnies et de répression gouvernementales qui s'abattit sur le reste de l'Europe, la renommée et les forces de l'Internationale continuèrent de croître au lendemain de la Commune. Pour les capitalistes et les classes moyennes, l'organisation représentait une menace pour l'ordre établi, mais pour les ouvriers elle nourrissait l'espoir

---

81. Voir Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale. Band 1, op. cit.*, p. 171-172.

82. Giuseppe Mazzini, « L'internazionale », *in* Gian Mario Bravo, *La Prima Internazionale,* vol. II, Rome, Editori Riuniti, 1978, p. 499-501.

83. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 222.

d'un monde sans exploitation ni injustice[84]. L'insurrection parisienne renforça le mouvement ouvrier, l'incitant à adopter des positions plus radicales et à intensifier son action militante. L'expérience montrait que la révolution était possible, que l'objectif pouvait et devait être la construction d'une société complètement différente de l'ordre capitaliste, mais aussi que, afin d'y parvenir, les ouvriers devraient créer des formes durables et bien organisées d'associations politiques[85].

Cette vitalité considérable était partout évidente. La participation aux réunions du Conseil général doubla, tandis que les journaux liés à l'Internationale se multiplièrent et virent leurs ventes augmenter. Parmi ceux qui contribuèrent vraiment à diffuser les principes socialistes, il faut citer : *L'Égalité*, de Genève, un journal bakouniniste devenu, après un changement de rédacteur en chef en 1870, le principal organe de l'Internationale en Suisse ; *Der Volksstaat* de Leipzig, l'organe du SDAP ; *La Emancipacion* de Madrid, organe officiel de la Fédération espagnole ; *Il Gazzettino Rosa* de Milan, rallié à l'Internationale après les événements de Paris ; *Socialisten*, la première feuille ouvrière danoise ; et, probablement le meilleur de tous, *La Réforme sociale*, à Rouen[86].

Enfin, et de manière plus significative encore, l'Internationale poursuivit son expansion en Belgique et en Espagne – où le niveau d'engagement des travailleurs était déjà considérable avant la Commune de Paris – et fit une véritable percée en Italie. De nombreux

84. Voir Georges Haupt, « Histoire et Internationale », in *L'historien et le mouvement social*, *op. cit.*, p. 7-8.

85. Voir Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'Internazionale socialista della Commune a Lenin*, *op. cit.*, p. 93-95.

86. Voir Georges Bourgin, Georges Duveau, Domenico De Marco, « Préface », *in* Del Bo (dir.), *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux, op. cit.,* p. XV.

mazziniens, déçus par les positions adoptées par leur ancien chef, joignirent leurs forces à celles de l'organisation, et comptèrent bientôt parmi les principaux dirigeants locaux de l'AIT. Plus important encore fut le soutien de Giuseppe Garibaldi (1807-1882). Quoique n'ayant qu'une vague idée de l'Association, dont le quartier général était à Londres[87], le « héros des deux mondes » décida de peser de tout son poids en sa faveur et rédigea une demande d'adhésion qui contenait la célèbre phrase : « L'Internationale est le soleil de l'avenir[88] ». Reproduite dans des dizaines de feuilles et de journaux ouvriers, la lettre fut un outil décisif pour convaincre les hésitants de rejoindre l'organisation.

L'internationale ouvrit aussi de nouvelles sections au Portugal, où elle s'implanta en octobre 1871, et au Danemark, le même mois, elle commença à relier entre eux la plupart des nouveaux syndicats qui venaient de se créer à Copenhague et dans le Jutland. Autre développement important : on fonda des sections dédiées aux ouvriers irlandais en Grande-Bretagne, et le dirigeant ouvrier Joseph McDonnell (1846-1906) fut nommé secrétaire correspondant du Conseil général pour l'Irlande. Des demandes d'adhésions inattendues arrivèrent de diverses autres régions du monde : de quelques ouvriers anglais de Calcutta, de groupes de travailleurs de Victoria (en Australie) et de Christchurch (en Nouvelle-Zélande), et d'un certain nombre d'artisans de Buenos Aires.

IX. La conférence de Londres de 1871

Deux années s'étaient écoulées depuis le dernier

87. Voir Nello Rosselli, *Mazzini e Bakunin,* Turin, Einaudi, 1927, p. 323-324.

88. Giuseppe Garibaldi à Giorgio Palavicino, 14 novembre 1871, *in* Enrico Emilio Ximenes, *Epistolario di Giuseppe Garibaldi,* vol. 1, Milan, Brigola, 1885, p. 350.

Congrès de l'Internationale, mais les circonstances ne permettaient pas d'en tenir un nouveau. Le Conseil général décida donc d'organiser une conférence à Londres. Elle se tint du 17 au 23 septembre 1871, en présence de vingt-deux délégués[89] de Grande-Bretagne (l'Irlande étant elle aussi représentée pour la première fois), de Belgique, de Suisse et d'Espagne, ainsi que des exilés français. En dépit des efforts visant à rendre l'événement aussi représentatif que possible, la conférence ressemblait plutôt à une réunion élargie du Conseil général.

Marx avait annoncé au préalable que la conférence serait « uniquement consacrée aux questions d'organisation et de politique[90] », et que les discussions théoriques seraient laissées de côté. Il énonça ceci clairement lors de la première session :

> Le Conseil général a convoqué une conférence pour se concerter avec les délégués des divers pays sur les mesures à prendre pour parer aux dangers que court l'Association dans un grand nombre de pays et pour procéder à une organisation nouvelle, répondant aux besoins de la situation. [...] En second lieu, pour élaborer une réponse aux divers gouvernements qui ne cessent de travailler à la destruction de l'Association par tous les moyens mis à leur disposition. Et enfin, pour régler définitivement le conflit suisse[91].

Marx concentra toute son énergie sur ces priorités : réorganiser l'Internationale, la défendre contre l'attaque de forces hostiles et contenir l'influence

89. Seuls 19 délégués participèrent en fait à la conférence, puisque Cohen ne put s'y rendre, et qu'Eugène Dupont (1831-1881) et McDonnell ne participèrent qu'à la première des deux sessions.

90. Karl Marx, 15 août 1871, CGPI, IV, p. 259.

91. Karl Marx, 17 septembre 1871, *in* PI, II, p. 152.

grandissante de Bakounine. De loin le délégué le plus actif lors de la conférence, il prit la parole pas moins de cent deux fois, bloqua les propositions qui ne correspondaient pas à ses projets et rallia à sa cause ceux qui n'étaient pas encore convaincus[92]. La rencontre de Londres confirma sa stature au sein de l'organisation : il en était non seulement le cerveau qui fixait la ligne politique, mais aussi l'un des militants les plus combatifs et les plus compétents.

La décision la plus importante prise lors de la conférence, celle qui reste associée à l'événement dans les mémoires, fut l'approbation de la résolution IX proposée par Vaillant. Le chef des blanquistes – dont les forces résiduelles avaient rejoint l'Internationale après la Commune de Paris – proposa que l'organisation soit transformée en un parti centralisé et discipliné, placé sous la direction du Conseil général. En dépit de certaines divergences, notamment à propos de la conviction blanquiste qu'un petit noyau resserré de militants bien organisés suffirait à faire la révolution, Marx n'hésita pas à faire alliance avec le groupe de Vaillant : non seulement pour renforcer l'opposition à l'anarchisme bakouniniste au sein de l'Internationale, mais surtout pour élargir le consensus au sujet des changements nécessaires à l'entrée dans la nouvelle phase de la lutte des classes. La résolution votée à Londres affirmait donc :

> Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ; que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et

92. Voir Miklós Molnár, *Le Déclin de la Première Internationale,* Genève, Droz, 1963, p. 127.

de son but suprême : *l'abolition des classes* ; que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier en mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs[93].

La conclusion était claire : « [le] mouvement économique [de la classe ouvrière] et son action politique sont indissolublement unis[94]. »

Alors que le Congrès de Genève en 1866 avait affirmé l'importance des syndicats, la conférence de Londres en 1871 déplaça l'accent sur l'autre instrument du mouvement ouvrier moderne : le parti politique. Il faut souligner, cependant, que le concept de parti politique avait une acception beaucoup plus large que la forme « parti » telle qu'elle s'est développée au XX^e siècle. Ainsi faut-il bien distinguer la conception du parti selon Marx de celle des blanquistes – cette divergence donnera lieu, plus tard, à un conflit – et de celle de Lénine, adoptée par les organisations communistes après la Révolution d'octobre[95].

Pour Marx, l'auto-émancipation des travailleurs devait passer par tout un processus long et laborieux – Marx se situe ainsi à l'exact opposé des théories et des pratiques qui figurent dans le *Catéchisme*

93. Extrait 74, p. 373.

94. *Ibid.,* p. 374.

95. Au début des années 1870, le mouvement ouvrier ne s'était organisé en parti politique qu'en Allemagne. L'usage du terme de parti, que ce soit par les disciples de Marx ou par ceux de Bakounine, était donc très imprécis. Marx lui-même employait le terme de manière vague : pour lui, si l'on en croit Rubel, « [...] le concept de *parti* [...] est le corrélatif du concept de *classe* » (Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme, op. cit.,* p. 183). Il faut enfin souligner que le conflit qui se déroula au sein de l'Internationale en 1871 et 1872 n'avait pas pour objet la construction d'un parti politique (une expression utilisée seulement deux fois à la conférence de Londres et cinq fois au Congrès de La Haye), mais plutôt « l'usage [...] de l'adjectif "politique" ». (Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'Internazionale socialista della Commune a Lenin*, *op. cit*., p. 84).

d'un révolutionnaire de Serge Netchaiev (1847-1882), dont le plaidoyer en faveur des sociétés secrètes fut condamné par les délégués de la Conférence de Londres[96] mais reçut le soutien de Bakounine.

Seuls quatre délégués, convaincus qu'il était nécessaire d'adopter une position « abstentionniste », c'est-à-dire de ne pas s'engager dans le jeu politique, s'opposèrent à la résolution IX lors de la Conférence de Londres, mais la victoire de Marx s'avéra vite éphémère. Car l'appel à constituer ce qui s'apparentait à des partis politiques dans chaque pays et à conférer des pouvoirs élargis au Conseil général eut de graves répercussions sur la vie interne de l'Internationale ; celle-ci n'était pas prête à passer aussi rapidement d'un modèle d'organisation souple à un structure politique uniformisée[97].

La dernière décision prise à Londres fut de mettre sur pied un Conseil fédéral pour la Grande-Bretagne. Dans la mesure où, aux yeux de Marx, la probabilité d'une révolution sur le continent avait diminué après la défaite de la Commune de Paris, il n'était plus nécessaire de surveiller de près les initiatives britanniques[98].

Marx était convaincu que quasiment toutes les principales fédérations et sections locales allaient approuver les résolutions de la Conférence, mais il dut vite déchanter. Le 12 novembre, la Fédération jurassienne convoqua son propre congrès dans la petite commune de Sonvilier et, même si Bakounine

96. Voir PI, II, p. 237, et Karl Marx, « Déclaration du Conseil général sur l'usurpation par Netchaïev du nom de l'Association internationale des travailleurs », MEGA^2 I/22, p. 423.

97. Voir Jacques Freymond et Miklós Molnár, « The Rise and Fall of the First International », *in* Milorad M. Drachkovitch (dir.), *The Revolutionary Internationals, 1864-1943*, *op. cit.,* p. 27.

98. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.,* p. 231. Pour une opinion différente, voir Miklós Molnár, *Le Déclin de la Première Internationale*, *op. cit.,* p. 135.

ne fut pas en mesure d'y participer, elle ouvrit officiellement les hostilités au sein de l'Internationale. Dans la *Circulaire à toutes les fédérations de l'Association internationale des travailleurs* publiée à l'issue des débats, Guillaume et les autres participants du Congrès accusèrent le Conseil général d'avoir introduit le « principe d'autorité » dans l'Internationale et transformé sa structure d'origine en une « organisation hiérarchique dirigée et gouvernée par un comité ». Les Suisses se déclaraient opposés à « toute autorité directrice, cette autorité fût-elle élue et consentie par les travailleurs », et insistaient sur « le maintien [du] principe de l'autonomie des sections », de sorte que le Conseil général devienne « un simple bureau de correspondance et de statistique[99] ». Enfin ils appelaient à la tenue d'un congrès, dans les meilleurs délais.

Si la prise de position de la Fédération jurassienne n'était pas étonnante, Marx fut probablement surpris lorsque des signes d'agitation et même de rébellion contre la ligne politique du Conseil général commencèrent à se manifester en d'autres lieux. Dans un certain nombre de pays, les décisions prises à Londres étaient considérées comme une entorse inacceptable à l'autonomie politique locale. La Fédération belge, qui, lors de la conférence, avait tenté de jouer les médiatrices entre les différentes parties, commença à adopter une posture beaucoup plus critique à l'égard de Londres, et les Néerlandais prirent ensuite également leurs distances. En Europe méridionale, où la réaction fut encore plus forte, l'opposition reçut bientôt un soutien considérable. En effet, la grande majorité des internationaux ibériques se déclarèrent contre le Conseil général et soutinrent les positions de Bakounine, en partie, sans aucun doute,

99. « Circulaire du Congrès de Sonvilier », PI, II, p. 264-265.

parce qu'elles convenaient mieux à une région où le prolétariat industriel était présent uniquement dans les principaux centres urbains et où le mouvement ouvrier était encore très faible et surtout préoccupé par des revendications économiques. En Italie aussi, l'issue de la Conférence de Londres fut perçue de manière négative. Les partisans de Mazzini se réunirent à Rome du 1er au 6 novembre 1871, au congrès des sociétés ouvrières italiennes (le bloc ouvrier le plus modéré), alors que les autres se ralliaient aux idées de Bakounine. Ceux qui se rassemblèrent à Rimini entre le 4 et le 6 août 1872, à l'occasion du congrès fondateur de la fédération italienne de l'Internationale, adoptèrent la position la plus radicale contre le Conseil général : ils refusaient de participer au congrès à venir de l'AIT, mais proposaient de tenir un « congrès général anti-autoritaire[100] » à Neuchâtel, en Suisse. Ce fut le premier acte d'une rupture qui s'annonçait imminente.

L'organisation eut également à faire face, de l'autre côté de l'Atlantique, à l'explosion d'un conflit très grave, quoique portant sur d'autres questions. Au cours de l'année 1871, l'Internationale avait progressé dans un certain nombre de villes américaines, atteignant un total de cinquante sections, représentant deux mille sept cents membres en tout[101]. Ces chiffres augmentèrent encore l'année suivante (probablement jusqu'à quatre mille), mais cela ne représentait qu'une fraction infime d'une main-d'œuvre américaine constituée de deux millions de personnes, ou davantage, et l'organisation était toujours incapable de s'étendre en dehors des communautés immigrées et de

100. « Risoluzione, programma e regolamento della federazione italiana dell'Associazione Internazionale dei Lavatori », *in* Gian Mario Bravo, *La Prima Internazionale, op. cit.,* p. 787.

101. Une dizaine de ces sections cependant n'étaient pas en contact avec le Comité central. Voir Samuel Bernstein, *The First International in America,* New York, Augustus M. Kelley, 1962, p. 65.

recruter des ouvriers nés aux États-Unis. Les querelles internes eurent également des effets délétères, puisque l'Internationale américaine, en grande partie basée à New York, se divisa en deux en décembre 1871, chaque groupe prétendant être le représentant légitime de l'Internationale aux États-Unis.

Le premier, et au départ le plus nombreux des deux groupes, connu sous le nom de Conseil (fédéral) de Spring Street, penchait pour une alliance avec les organisations les plus progressistes de la société américaine. Il pouvait compter sur le soutien d'Eccarius, le secrétaire correspondant du Conseil général, et sa branche la plus active était la Section 12 de New York[102]. Le second, dont le quartier général se trouvait au Tenth Ward Hotel, restait davantage orienté vers la classe ouvrière et sa figure la plus importante était Friedrich Adolph Sorge (1828-1906). En mars 1872, le Conseil général appela à la tenue d'un congrès unitaire pour le mois de juillet, mais l'initiative échoua et la rupture fut officielle en mai. Le conflit causa une hémorragie militante. Le groupe du Tenth Ward Hotel organisa son congrès du 6 au 8 juillet 1872, donnant naissance à la Fédération nord-américaine, qui réunissait neuf-cent-cinquante membres répartis dans vingt-deux sections (douze allemandes, quatre françaises, une irlandaise, une italienne, une scandinave, et seulement trois sections anglophones). Dans le même temps, dès le mois de mai, certains membres du Conseil de Spring Street assistaient à la convention de l'*Equal Rights Party* qui présentait Victoria Woodhull (1838-1927) à la présidence des États-Unis. L'absence de revendications de classe dans un programme qui ne contenait que quelques promesses générales de régulation des conditions de travail et quelques mesures de créations d'emplois

102. Les sections de l'Internationale aux États-Unis étaient numérotées.

persuada certaines des sections d'abandonner le Conseil, ne lui laissant que mille cinq cents membres. Après la création de la Fédération nord-américaine en juillet, le Conseil ne réunit plus que treize sections et un total de moins de 500 membres (surtout des artisans et des intellectuels), mais ceux-ci joignirent leurs forces à celles des fédérations européennes qui remettaient en cause la ligne du Conseil général.

Le conflit outre-Atlantique affecta également les relations entre les membres du Conseil à Londres. John Hales (1839- ?), secrétaire du Conseil général entre 1871 et 1872, prit la succession d'Eccarius en tant que secrétaire correspondant pour les États-Unis, mais poursuivit la même politique. Très rapidement, les relations personnelles que les deux hommes entretenaient avec Marx tournèrent à l'aigre et en Grande-Bretagne les premiers conflits internes commencèrent également à émerger. Le Conseil général recueillait alors le soutien de la plupart des Suisses, des Français (désormais majoritairement blanquistes), des maigres effectifs allemands, des sections récemment créées au Danemark, en Irlande et au Portugal, et des groupes est-européens en Hongrie et en Bohême. Mais, même additionnés, ces soutiens rassemblaient bien moins de forces que ce que Marx avait espéré à l'issue de la Conférence de Londres.

Les oppositions au Conseil général étaient de natures diverses et il arrivait qu'elles obéissent à des motifs purement personnels. Une étrange alchimie les faisait tenir ensemble, ce qui rendait encore plus difficile la tâche de la direction. Toutefois, plus que la fascination, forte dans certains pays, pour les théories de Bakounine, et la capacité de Guillaume à unifier les divers opposants, le principal facteur qui militait contre la résolution sur « l'action politique de la classe ouvrière » était l'existence d'un environnement peu disposé à accepter le saut qualitatif proposé par

Marx. Malgré tous les discours qui accompagnaient la résolution et proclamaient sa nécessité, le tournant pris à Londres était vu par beaucoup comme une pure et simple immixtion de la direction dans la vie des sections ; ce n'était pas seulement le groupe lié à Bakounine, mais la plupart des fédérations et des sections qui considéraient le principe d'autonomie et le respect de la diversité des réalités locales comme un des piliers de l'Internationale. L'erreur de jugement de Marx accéléra la crise de l'Internationale[103].

X. La crise de l'Internationale

La bataille finale se déroula à la fin de l'été 1872. Après les terribles évènements des trois années précédentes – la guerre franco-prussienne, la vague de répression qui avait suivi la Commune, les nombreuses frictions à l'intérieur de l'Association – l'Internationale put enfin se réunir en congrès. Dans les pays où son enracinement était récent, elle s'était développée grâce aux efforts enthousiastes de syndicalistes et de militants ouvriers que ses mots d'ordre avaient soudainement enflammés : c'est en 1872 que l'organisation connut sa croissance la plus rapide en Italie, au Danemark, au Portugal et aux Pays-Bas, au moment même où elle était frappée d'interdiction en France, en Allemagne et dans l'Empire austro-hongrois. La plupart des membres n'avaient pas conscience de la gravité des conflits qui faisaient rage au sein des groupes dirigeants[104].

Le cinquième Congrès de l'Internationale se tint à La Haye, du 2 au 7 septembre, en présence de soixante-cinq délégués venus de quatorze pays. Il

---

103. Voir Jacques Freymond et Miklós Molnár, « The Rise and Fall of the First International », art. cité, p. 27-28.

104. Voir Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'Internazionale socialista della Commune a Lenin*, *op. cit.*, p. 88.

y avait là dix-huit Français (dont quatre blanquistes cooptés au Conseil général), quinze Allemands, sept Belges, cinq Anglais, cinq Espagnols, quatre Suisses, quatre Néerlandais, deux Autrichiens ; le Danemark, l'Irlande, la Hongrie, la Pologne, l'Australie avaient envoyé chacun un délégué. Le Français Paul Lafargue (1842-1911) avait été choisi comme représentant par la Fédération de Lisbonne et par la Fédération de Madrid. Les internationaux italiens ne parvinrent pas à envoyer leurs sept délégués. Mais cela n'empêcha pas l'assemblée d'être la plus représentative de toute l'histoire de l'Internationale.

L'importance cruciale de l'évènement poussa Marx à y participer en personne[105], en compagnie d'Engels. En fait, ce fut le seul congrès de l'organisation auquel il prit part. Ni De Paepe (sans doute conscient qu'il ne lui serait pas possible de jouer le même rôle de médiateur qu'à Londres l'année précédente) ni Bakounine ne se rendirent dans la capitale néerlandaise. Mais le contingent « autonomiste », opposé aux décisions du Conseil général, était venu en force. Il comprenait tous les représentants belges, espagnols et néerlandais, la moitié des suisses, et certains délégués de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis – soit un total de vingt-cinq personnes.

Par une ironie du sort, le Congrès se déroula au Concordia Hall, alors que la concorde n'était pas ce qui caractérisait l'assemblée. Toutes les sessions furent marquées par un antagonisme irréductible entre les deux camps – d'où des débats bien moins riches que dans les deux congrès précédents. Cette hostilité fut exacerbée par trois jours de disputes stériles autour

105. Voir Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 29 juillet 1872, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome XI, *op. cit.,* p. 171. Marx écrivait que lors de ce congrès il en irait « de la vie ou de la mort de l'Internationale ». Il ajoutait : « Et avant de me retirer je veux au moins la protéger contre les éléments de dissolution. »

de la vérification des mandats. Il est vrai que la représentation, au congrès, était complètement biaisée et ne reflétait pas le vrai rapport de force politique au sein de l'organisation. En Allemagne, par exemple, il n'y avait pas de section de l'Internationale en tant que telle, tandis qu'en France elles étaient devenues clandestines, et leurs mandats étaient fort discutables. D'autres représentants avaient été délégués en tant que membres du Conseil général et n'exprimaient la volonté d'aucune section.

Le vote des résolutions du Congrès de La Haye ne fut rendu possible que par cette distorsion dans la composition de l'assemblée. Quoiqu'elle fût artificielle et n'obéît qu'à une logique opportuniste, la coalition de délégués minoritaire au Congrès représentait en réalité la majorité au sein de l'Internationale[106].

La décision la plus importante prise à La Haye fut d'intégrer la résolution IX de la Conférence de Londres de 1871 dans les statuts de l'Association – sous la forme d'un nouvel article 7a. Alors que les *Statuts provisoires* de 1864 affirmaient que « l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen[107] », cette insertion reflétait le nouveau rapport de force au sein de l'organisation. La lutte politique était maintenant l'instrument nécessaire pour transformer la société, dans la mesure où « les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique [devenait] le grand devoir du prolétariat[108] ». L'Internationale

106. Voir James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs, 1864-1878*, vol. 2, New York, Burt Franklin, 1969, p. 333-334 ; Jacques Freymond, « Introduction », PI, I, p. XXV.

107. Extrait 65, p. 351.

108. *Ibid.*, p. 354.

était désormais très différente de ce qu'elle avait été au moment de sa création : les éléments démocrates radicaux l'avaient quittée après avoir été progressivement marginalisés ; les mutuellistes avaient été vaincus et beaucoup s'étaient convertis ; les réformistes ne représentaient plus le gros de l'organisation (sauf en Grande-Bretagne), et l'anticapitalisme était devenu la ligne politique de toute l'Association, y compris des tendances récemment formées comme l'anarcho-collectivisme. De plus, quoique les années d'existence de l'Internationale aient été marquées par une prospérité économique suffisante pour, dans certains cas, rendre la condition des travailleurs moins précaire, les ouvriers comprenaient bien que le changement réel n'adviendrait pas grâce à de simples palliatifs, mais seulement lorsqu'on aurait mis fin à l'exploitation de l'homme. Ils organisaient de plus en plus leurs luttes selon leurs propres besoins matériels, et non en fonction des programmes idéologiques des groupes auxquels ils appartenaient.

Le tableau général était lui aussi radicalement différent. L'unification de l'Allemagne en 1871 confirma l'avènement d'une nouvelle ère, dans laquelle l'État-nation serait la forme centrale des identités politiques, juridiques et territoriales. Il y avait donc de quoi s'interroger sur l'existence d'un organisme supranational, qui se finançait par des cotisations individuelles prélevées dans chaque pays et qui exigeait que ses membres lui abandonnent une part non négligeable de leur autonomie politique. Dans le même temps, les divergences grandissantes entre les organisations et mouvements nationaux rendaient extrêmement difficile la production par le Conseil général d'une synthèse politique susceptible de satisfaire les revendications de tout le monde. Il est vrai que, dès l'origine, l'Internationale s'était constituée à partir de l'agglomération de syndicats et d'associations politiques dont les positions

étaient difficiles à concilier et qui représentaient des tendances et des sensibilités politiques plus que des organisations à proprement parler. Mais en 1872, les différents éléments composant l'Association – et plus généralement les luttes ouvrières – étaient désormais bien plus clairement définis et structurés. La légalisation des *trade-unions* en Grande-Bretagne avait officialisé leur rôle dans la vie politique nationale ; la Fédération belge de l'AIT était une organisation aux ramifications nombreuses, dotée d'une direction centrale capable de produire des contributions théoriques importantes et autonomes ; l'Allemagne avait deux partis ouvriers, le SDAP et l'ADAV, chacun ayant sa propre représentation au Parlement ; les ouvriers français, de Lyon à Paris, s'étaient déjà lancés « à l'assaut du ciel » ; et la Fédération espagnole avait progressé et était sur le point de devenir une organisation de masse. Des évolutions comparables s'étaient produites dans d'autres pays.

La configuration initiale de l'Internationale était donc devenue obsolète, et sa mission originelle avait pris fin. La tâche n'était plus désormais de préparer et d'organiser un soutien pour les grèves à l'échelle européenne, ni de convoquer des congrès sur l'utilité des syndicats ou la nécessité de socialiser les terres et les moyens de production. Ces thématiques faisaient désormais partie de l'héritage collectif de l'organisation tout entière. Après la Commune de Paris, le vrai défi pour le mouvement ouvrier était d'ordre révolutionnaire : comment s'organiser de manière à mettre fin au mode de production capitaliste et à renverser les institutions du monde bourgeois ? Il n'était plus question de réformer la société existante, mais de savoir comment en construire une nouvelle[109]. Afin de passer à cette nouvelle étape de la lutte des classes,

109. Voir Jacques Freymond, « Introduction », PI, I, p.x.

Marx estimait qu'il était indispensable de construire des partis politiques ouvriers dans tous les pays. Le texte *Au Conseil fédéral de la section espagnole de l'Association internationale des travailleurs,* rédigé par Engels en février 1871, constitua l'une des formulations les plus explicites du Conseil général à ce propos :

> L'expérience a partout prouvé que le meilleur moyen d'émanciper les ouvriers de cette domination des anciens partis a été de fonder, dans chaque pays, un parti prolétaire avec une politique à lui, politique qui se distingue bien clairement de celle des autres partis, puisqu'elle doit exprimer les conditions de l'émancipation de classe ouvrière. Les détails de cette politique pourront varier selon les circonstances particulières de chaque pays ; mais les relations fondamentales du travail au capital étant partout les mêmes, et le fait de la domination politique des classes possédantes sur les classes exploitées existant partout, les principes et le but de la politique prolétaire seront identiques, au moins dans tous les pays occidentaux. [...] Ce serait abandonner un des plus puissants moyens d'action, et surtout d'organisation et de propagande, que de renoncer de combattre nos adversaires sur le terrain de la politique[110].

À partir de ce moment, le parti fut donc jugé essentiel pour la lutte du prolétariat : il devait être indépendant de toutes les forces politiques existantes, et, pour ce qui est de l'organisation comme du programme, être bâti en tenant compte du contexte national. À la session du Conseil général du 23 juillet 1872, Marx ne critiqua pas seulement les « abstentionnistes » (que ciblait la résolution IX de la Conférence de Londres), mais aussi la position,

110. Extrait 69, p. 361.

également dangereuse, des « ouvriers d'Angleterre et d'Amérique », « qui se laissent exploiter par la bourgeoisie dans des buts politiques[111] ». Sur ce dernier point, il avait déjà déclaré à la Conférence de Londres qu'il fallait « faire de la politique dans les conditions de chaque pays[112] », et l'année suivante, dans un discours tenu à Amsterdam immédiatement après le Congrès de La Haye, il soulignait :

> L'ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour assoeir la nouvelle organisation du travail ; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles institutions, sous peine, comme les anciens chrétiens qui l'avaient négligée et dédaignée, de ne voir jamais leur royaume de ce monde. Mais nous n'avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques. [...] Nous ne nions pas qu'il existe des pays [...] où les ouvriers peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail[113].

Ainsi, même si les partis ouvriers émergeaient sous des formes différentes dans différents pays, ils ne devaient pas être subordonnés à des intérêts nationaux[114]. Le combat pour le socialisme ne pouvait être enfermé dans de telles limites et, tout particulièrement dans le nouveau contexte historique, l'internationalisme devait continuer à être, pour le prolétariat,

---

111. Karl Marx, 23 juillet 1872, CGPI, V, p. 263.

112. Karl Marx, 20 septembre 1871, PI, II, p.195.

113. Discours de Karl Marx, cité dans *La Liberté* du 15 septembre 1872.

114. Voir Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'Internazionale socialista dalla Comune a Lenin*, *op. cit.*, p. 100.

une boussole et un vaccin qui le prémunirait contre le baiser fatal de l'État et du système capitaliste.

Au Congrès de La Haye, les votes furent précédés de polémiques acerbes. Après l'adoption de l'article 7a, l'objectif de conquête du pouvoir politique fut inscrit dans les statuts, et l'on indiqua également que l'outil essentiel pour y parvenir était le parti ouvrier. La décision subséquente de doter le Conseil général de pouvoirs élargis – adoptée par trente-deux voix contre six, et douze abstentions – rendit la situation encore plus intolérable pour la minorité, car le Conseil général avait désormais la tâche de « veiller dans chaque pays à la stricte observation des principes et des statuts et règlements généraux de l'Internationale » et « le droit de suspendre des branches, sections, conseils ou comités fédéraux, et fédérations de l'Internationale, jusqu'au prochain congrès[115] ».

Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, son Congrès approuva également (par quarante-sept voix pour et neuf abstentions) la décision du Conseil général d'exclure une organisation membre : la Section 12 de New York. Ses raisons étaient les suivantes : « l'Association internationale des travailleurs se basant sur le principe de l'abolition des classes, ne peut admettre aucune section bourgeoise[116] ». L'expulsion de Bakounine (vingt-cinq pour, six contre, sept abstentions) et celle de Guillaume (vingt-cinq pour, neuf contre, huit abstentions) firent aussi grand bruit ; elles avaient été proposées par une commission d'enquête qui avait qualifié l'Alliance internationale de la démocratie socialiste d'« alliance

115. PI, II, p. 374. L'opposition avait déjà plaidé en faveur d'une réduction des pouvoirs du Conseil général au Congrès de Sonvilier, mais Marx déclara à La Haye : « Nous préférons abolir le Conseil général, plutôt que de le voir réduire au rôle de boîte aux lettres. » (PI, II, p. 354)

116. PI, II, p. 376.

secrète fondée avec des statuts complètement opposés à ceux de l'Internationale[117] ». Cependant, l'appel à exclure Adhémar Schwitzguébel (1844-1895), l'un des fondateurs et l'un des membres les plus actifs de la Fédération jurassienne, fut rejeté (par quinze voix contre dix-sept et sept abstentions[118]). Le Congrès autorisa enfin la publication d'un long rapport, *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, qui retraçait l'histoire de l'organisation dirigée par Bakounine et analysait ses activités publiques et secrètes, pays par pays. Rédigé par Engels, Lafargue et Marx, ce texte fut publié en français en juillet 1873.

Face à ces attaques, l'opposition au sein du Congrès ne fit pas front commun, certains s'abstenant, d'autres votant contre les propositions. Le dernier jour cependant, une déclaration commune, lue par Victor Dave (1845-1922), ouvrier de la section de La Haye, affirmait :

> Nous [...] partisans de l'autonomie et de la fédération des groupes de travailleurs [...] faisons la décision suivante [...] :
>
> 1° Nous continuerons avec le Conseil général nos rapports administratifs [...]
>
> 2° Les fédérations, représentées par nous, établiront entre elles et toutes les branches de l'Internationale régulièrement constituées des rapports directs et continués. [...]
>
> 4° Nous engageons toutes les fédérations et sections à se préparer ici au prochain Congrès général et

117. *Ibid.,* p. 377.

118. *Ibid.*, p. 378. Après ce vote il fut décidé de ne pas continuer à voter sur les autres expulsions proposées par la commission.

> au triomphe dans le sein de l'Internationale comme base de l'organisation du travail des principes de l'autonomie fédérative[119].

Cette déclaration tenait plus de la manœuvre tactique – destinée à esquiver la responsabilité de la rupture, qui désormais semblait inévitable – que d'une entreprise politique sérieuse visant à relancer l'organisation. En ce sens, elle était comparable à la proposition des « centralistes » d'augmenter les pouvoirs du Conseil général, à un moment où ils envisageaient déjà une alternative bien plus radicale.

Et en effet, ce qui se produisit à la session du matin du 6 septembre – la plus dramatique du Congrès – constitua l'acte final de l'Internationale telle qu'elle avait été conçue et construite au fil des ans. Engels se leva pour parler, et à la surprise générale des présents, proposa que « le Conseil général [soit] transféré à New York pour l'année 1872-1873, et qu'il soit formé par les membres du Conseil fédéral américain[120] ». Ainsi, Marx et les autres « fondateurs » de l'Internationale ne feraient plus partie de cet organe central, qui serait désormais composé d'individus dont on ne connaissait pas même les noms (Engels proposa qu'il compte sept membres, avec la possibilité d'aller jusqu'à quinze). Le délégué Maltman Barry (1842-1909), un membre du Conseil général qui soutenait les positions de Marx, décrivit mieux que personne la réaction de la salle :

> La consternation et la déconfiture se peignirent sur les visages du parti de l'opposition alors [qu'Engels] prononçait ses derniers mots. [...] Il se passa un moment avant que quelqu'un ne se levât pour parler.

---

119. *Le Congrès de La Haye de la Première Internationale. Procès-verbaux et documents*, Moscou, Éditions du Progrès, 1972, Document 40, p. 113.

120. Friedrich Engels, 5 septembre 1872, PI, II, p. 355.

> C'était un coup d'État, et chacun regardait son voisin pour essayer de rompre le charme[121].

Engels fit valoir qu'« à Londres, les querelles de clans [avaient] atteint une telle acuité que le siège [du Conseil général devait] être transféré ailleurs[122] » et que New York était le meilleur choix en cette période de répression. Mais les blanquistes étaient violemment opposés au transfert, affirmant que « l'Internationale devait être avant tout l'organisation insurrectionnelle permanente du prolétariat[123] » et que « quand un parti se [groupait] pour le combat, [...] son action [était] d'autant plus grande que son expression condensée – son comité d'exécution ou de direction – [était] plus actif, mieux armé, plus puissant ». Vaillant et d'autres disciples de Blanqui présents au Congrès de La Haye se sentirent trahis lorsqu'ils virent qu'on transportait « la tête » « en Amérique, au centre des divisions », tandis que « le lieu de la lutte » se trouvait en Europe[124]. Jugeant que « l'Internationale avait eu pour la lutte économique un rôle initiateur », ils attendaient d'elle qu'elle joue « le même rôle pour la lutte politique », et souhaitaient sa transformation en un « parti révolutionnaire international des travailleurs[125] ». Comprenant qu'il ne leur serait plus possible d'exercer aucun contrôle sur le Conseil général, ils quittèrent le Congrès et, peu après, l'Internationale.

---

121. Maltman Barry, « Report of the Fifth Annual General Congress of the International Working Men's Association, Held at The Hague, Holland, September 2-9, 1872 », *in* Hans Gerth, *The First International: Minutes of The Hague Congress of 1872*, Madison, University of Wisconsin Press, 1958, p. 279-280.

122. Friedrich Engels, 5 septembre 1872, PI, II, p. 356.

123. Édouard Vaillant, « Internationale et Révolution. À propos du Congrès de La Haye », PI, III, p. 140.

124. *Ibid.*, p. 142.

125. *Ibid.*, p. 144.

Beaucoup, y compris dans les rangs de la majorité, votèrent contre le transfert à New York, qui équivalait selon eux à la fin de l'Internationale comme structure opérationnelle. La décision, approuvée avec une majorité de trois votes seulement (vingt-six pour, vingt-trois contre), ne fut finalement rendue possible que grâce aux neuf abstentions, et au fait que certains membres de la minorité étaient trop heureux de voir le Conseil général établi loin de leurs propres zones d'action.

À l'origine du transfert se trouvait également la conviction de Marx selon laquelle il valait mieux abandonner l'Internationale que de la voir finir comme une organisation sectaire aux mains de ses opposants. La chute de l'AIT, qui découlerait sans aucun doute du déplacement du Conseil général à New York, était infiniment préférable à une succession longue et coûteuse de luttes fratricides.

Toutefois, on ne peut guère être convaincu par l'argument – avancé par beaucoup[126] – selon lequel la raison principale du déclin de l'Internationale fut le conflit entre ses deux courants, ou même entre deux hommes, Marx et Bakounine, si grands qu'ils aient été. Ce furent plutôt les changements intervenus dans le monde qui rendirent l'Association obsolète. La croissance et la transformation des organisations du mouvement ouvrier, le renforcement de l'État-nation résultant de l'unification italienne et allemande, l'expansion de l'Internationale dans des pays comme l'Espagne et l'Italie (où les conditions économiques et sociales étaient très différentes de celles de la Grande-Bretagne ou de la France), la dérive du mouvement trade-unioniste britannique vers des

126. Pour une analyse critique de ces positions, voir Milklós Molnár, « Quelques remarques à propos de la crise de l'Internationale en 1872 », in *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, *op. cit.*, p. 439.

positions toujours plus modérées, la répression qui suivit la Commune de Paris : tous ces facteurs s'additionnèrent pour rendre la configuration originelle de l'Internationale inadaptée à cette nouvelle ère.

En plus de cette toile de fond, où dominaient les forces centrifuges, des évolutions survenues dans la vie de l'Internationale et de ses principales figures jouèrent naturellement aussi un rôle. La Conférence de Londres, par exemple, fut loin de constituer l'évènement salvateur que Marx avait espéré. La manière rigide dont il conduisit la réunion aggrava significativement la crise interne ; Marx ne sut pas tenir compte de l'état d'esprit qui prévalait dans l'Association, et ne se montra pas suffisamment avisé pour éviter de renforcer Bakounine et son groupe[127]. Ce fut une victoire à la Pyrrhus pour Marx – qui, cherchant à résoudre des conflits internes, en vint finalement à les accentuer. Toujours est-il que les décisions prises à Londres ne firent qu'accélérer un processus qui était déjà en cours, et qu'il n'était pas possible de renverser.

À toutes ces considérations historiques et organisationnelles, s'en ajoutaient d'autres, qui ne comptèrent pas moins pour le protagoniste principal. Comme Marx l'avait rappelé aux délégués lors d'une session de la Conférence de Londres en 1871, « le travail du Conseil [...] est devenu immense. Il est obligé de faire face aux questions générales et aux questions nationales[128] ». L'AIT n'était plus la minuscule organisation de 1864, qui avait un pied en Angleterre et un pied en France ; elle était maintenant présente dans tous les pays européens, chacun ayant ses problèmes et ses caractéristiques propres. Non seulement l'organisation était partout déchirée par les conflits internes, mais l'arrivée à Londres des communards

127. Miklós Molnár, *Le Déclin de la Première Internationale*, *op. cit.*, p. 144.

128. Karl Marx, 22 septembre 1871, PI, II, p. 217.

exilés, porteurs de préoccupations nouvelles et d'un bagage d'idées bigarrées, rendait plus difficile encore la tâche de synthèse politique du Conseil général.

Marx était durement éprouvé après huit années d'activité intense au service de l'Internationale[129]. Conscient que les forces ouvrières étaient en reflux depuis l'échec de la Commune de Paris – l'événement le plus important de la période selon lui –, il était résolu à consacrer les années à venir à l'achèvement du *Capital*. Lorsqu'il traversa la mer du Nord en direction des Pays-Bas, il devait pressentir que la bataille qui l'attendait serait le dernier combat majeur dont il serait le protagoniste direct.

Lui qui avait assisté en spectateur muet à la toute première réunion à Saint Martin's Hall en 1864, était devenu le dirigeant de l'Internationale, non seulement pour les délégués du Congrès et le Conseil général, mais également pour l'opinion publique. Ainsi, si l'Internationale devait certainement beaucoup à Marx, elle avait aussi considérablement bouleversé sa vie. Avant la fondation de l'AIT, le philosophe n'était connu que dans de petits cercles de militants politiques. Par la suite, et surtout après la Commune de Paris – et après la publication de son *opus magnum* en 1867, bien entendu – sa renommée grandit parmi les révolutionnaires dans de nombreux pays européens, au point que la presse parlait de lui comme du « docteur de la Terreur rouge ». La responsabilité liée à son rôle dans l'Internationale – qui lui permit de suivre de près tant de luttes économiques et sociales – stimula encore ses réflexions sur le communisme, et enrichit profondément toute sa théorie anticapitaliste.

129. Karl Marx à César De Paepe, 28 mai 1872, *in* Marx & Engels, *Correspondance,* tome XII, *op. cit.,* p. 134 : « J'attends avec impatience le prochain Congrès. Ce sera le terme de mon esclavage. Après cela je redeviendrai un homme libre ; je n'accepterai plus de fonction administrative, soit pour le Conseil général, soit pour le Conseil fédéral anglais. »

XI. Marx contre Bakounine

La bataille entre les deux camps fit rage au cours des mois qui suivirent le Congrès de La Haye, mais elle porta rarement sur leurs différences théoriques et idéologiques réelles. Marx choisit souvent de caricaturer les positions de Bakounine, en le dépeignant comme le partisan d'une « égalisation des classes[130] » (fondée sur les principes du programme de 1869 de l'Alliance pour la démocratie socialiste) ou d'un pur et simple « abstentionnisme » politique. De son côté, l'anarchiste russe, qui n'avait pas les capacités théoriques de son adversaire, préféra le terrain des accusations et insultes personnelles. La seule exception qui donna à voir la part positive de sa pensée fut le texte (inachevé) intitulé *Lettre à La Liberté* (un journal de Bruxelles), daté du début d'octobre 1872 – un texte qui, jamais envoyé, fut oublié, et ne fut donc d'aucun secours pour les disciples de Bakounine dans leurs luttes sans fin. La position politique des autonomistes se dégage clairement du texte :

> Il n'existe qu'une seule loi réellement obligatoire pour tous les membres [...], sections et fédérations de l'Internationale [...]. C'est [...] LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES MÉTIERS ET DE TOUS LES PAYS DANS LEUR LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LES EXPLOITEURS DU TRAVAIL. C'est dans l'organisation réelle de cette solidarité, par l'action spontanée des masses ouvrières et par la fédération absolument libre, [...] que réside uniquement l'unité réelle et vivante de l'Internationale. Que de cette organisation de plus en plus large de la solidarité militante du prolétariat contre l'exploitation bourgeoise doive sortir et surgisse en effet la lutte politique du prolétariat, qui

130. Voir note XX, p. XX.

> peut en douter ? Les marxiens et nous, nous sommes unanimes sur ce point. Mais immédiatement se présente la question qui nous sépare si profondément des marxiens. Nous pensons que la politique, nécessairement révolutionnaire du prolétariat, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des États. Nous ne comprenons pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les États […], l'État par sa nature même étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'État et par l'État. État veut dire domination, et toute domination suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque. Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction[131].

Ainsi, si Bakounine partageait bien avec Proudhon une opposition intransigeante à toute forme d'autorité politique, en particulier sous la forme directe de l'État, il serait tout à fait erroné de les loger à la même enseigne que les mutuellistes. Tandis que ces derniers avaient eu tendance à s'abstenir de toute activité politique (ce qui avait pesé fortement sur les

131. Mikhaïl Bakounine, « Lettre à *La Liberté* », *in* Arthur Lehning (dir.), *Bakunin-Archiv, vol. 2, les Conflits dans l'Internationale, 1872,* Leyde, Brill, 1965, p. 148.

premières années de l'Internationale), les autonomistes – comme Guillaume le souligna dans une de ses dernières interventions au Congrès de La Haye – étaient « partisans d'une certaine politique, de la révolution sociale, de la destruction de la politique bourgeoise et de l'État[132] ». Il faut reconnaître qu'ils faisaient bel et bien partie de la composante révolutionnaire de l'Internationale et qu'ils apportèrent une contribution critique intéressante sur les questions du pouvoir politique, de l'État et de la bureaucratie.

En quoi, alors, la « politique négative », que les autonomistes considéraient comme la seule forme d'action possible, différait-elle de la « politique positive » prônée par les centralistes ? Les résolutions du Congrès international de Saint-Imier, tenu les 15 et 16 septembre 1872, sur proposition de la Fédération italienne et auquel assistèrent d'autres délégués de retour de La Haye, affirmaient que « toute organisation politique ne [pouvait] rien être que l'organisation de la domination au profit des classes et au détriment des masses, et que le prolétariat s'il voulait s'emparer du pouvoir politique deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ». En conséquence, le Congrès déclarait que « la destruction de tout pouvoir politique [était] le premier devoir du prolétariat » et que « toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne [pouvait] être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui[133] ». Comme Bakounine le soulignait dans un autre texte incomplet, « L'Internationale et Karl Marx », la tâche de l'AIT était de mener le prolétariat « en dehors de la politique des États et du monde bourgeois » ; Ile

132. Extrait 76, p. 378.

133. Extrait 78, p. 384.

fond de son programme devait être « tout simple et en apparence très modeste : *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital*[134] ». De fait, même si elle prenait en compte certains changements, cette déclaration de principe restait proche des buts originels de l'organisation et traçait une voie très différente de celle suivie par Marx et le Conseil général après la Conférence de Londres de 1871[135].

Cette profonde opposition de principes et d'objectifs détermina le climat du Congrès de La Haye. Alors que la majorité se tournait vers la conquête « positive » du pouvoir politique[136], les autonomistes dépeignaient le parti politique comme un instrument nécessairement subordonné aux institutions bourgeoises et, de manière grotesque, comparaient la conception que Marx avait du communisme au *Volksstaat* [État populaire] lassalien qu'il n'avait cessé de combattre[137]. Cependant, au cours des rares moments où l'antagonisme laissa quelque place à la raison, Bakounine et Guillaume reconnurent que les deux partis partageaient les mêmes aspirations[138]. Dans *Les prétendues scissions de l'Internationale*,

---

134. Mikhaïl Bakounine, « Écrit contre Marx », *in* Arthur Lehning (dir.), *Bakunin-Archiv, vol. 2, op. cit.*, p. 187.

135. Sur le refus de Bakounine de la conquête de l'État par la classe ouvrière organisée en parti politique, voir Arthur Lehning, « Introduction », in *Bakunin-Archiv, vol. 6, op. cit, p. cvii.*

136. Voir James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs, 1864-1878*, vol. 2, *op. cit.,* p. 342.

137. Cette accusation fut reprise par Bakounine dans la seule œuvre majeure qu'il acheva jamais : « La doctrine de Marx fournissait elle-même le trait d'union : l'État unitaire, aussi grand que possible, fortement centralisé. Lassalle souhaitait cet État, et Bismarck l'avait déjà réalisé. Comment ne se fussent-ils pas rejoints ? » (Arthur Lehning (dir.), *Bakunin-Archiv, vol. 3, Étatisme et Anarchie, 1873,* Leyde, Brill, 1967, p. 351)

138. Voir par exemple James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs, 1864-1878*, vol. 2, *op. cit.,* p. 298-299.

qu'il écrivit avec Engels, Marx expliquait que l'une des conditions préalables à l'avènement d'une société socialiste était l'élimination du pouvoir d'État :

> Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteinte, le pouvoir de l'État, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives[139].

La différence irréconciliable entre les deux camps tenait à ce que les autonomistes insistaient pour que cet objectif soit réalisé immédiatement. En effet, puisqu'ils considéraient l'Internationale, non comme un instrument au service du combat politique mais comme un modèle idéal pour la société du futur, dans laquelle aucune autorité n'existerait, Bakounine et ses disciples présentaient (selon Marx) :

> L'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiteurs. Sous ce prétexte, [ils demandaient] à l'Internationale au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'anarchie[140].

Ainsi, malgré leur accord sur la nécessité d'abolir les classes et le pouvoir politique de l'État dans la société socialiste, les deux parties s'opposaient radicalement sur deux problèmes fondamentaux : la voie à suivre et les forces sociales propres à faire advenir le changement. Alors que, pour Marx, le sujet

139. Extrait 75, p. 377.

140. *Idem*.

révolutionnaire par excellence était une classe en particulier, le prolétariat d'usine, Bakounine se tournait vers la « grande canaille populaire », ceux qu'on appelait le « lumpenprolétariat », qui « étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir[141] ». Le communiste Marx avait appris que les transformations sociales nécessitaient des conditions historiques spécifiques, une organisation efficace et un long processus de formation d'une conscience de classe au sein des masses[142] ; Bakounine l'anarchiste était convaincu que l'instinct du petit peuple, ceux qu'on appelait « la canaille » était « aussi invincible que juste », et qu'il était seul susceptible d' « inaugurer » et de « faire triompher la Révolution sociale[143] ».

---

141. Mikhaïl Bakounine, « Écrit contre Marx », *in* Arthur Lehning (dir.), *Bakunin-Archiv, vol. 2, op. cit.*, p. 178.

142. Voir la critique par Marx de *État et anarchie* de Bakounine : « Ânerie d'écolier ! Une révolution sociale radicale est liée à certaines conditions historiques du développement économique, qui en sont les prémisses. Elle n'est donc possible que là où, par la production capitaliste, le prolétariat industriel occupe pour le moins une place importante dans la masse du peuple. [...] M. Bakounine [...] ne comprend absolument rien à la révolution sociale. Si ce n'est les phrases politiques la concernant. Ses conditions économiques n'existent pas pour lui. Comme toutes les formes économiques, évoluées ou non, impliquaient jusqu'à présent l'assujettissement du travailleur (salarié, paysan, etc.), il croit que pour toute ces formes une *révolution sociale* est possible. Bien plus ! Il voudrait que la révolution sociale européenne fondée sur la base économique de la production capitaliste s'accomplisse au niveau des peuples russes ou slaves cultivateurs et pastoraux sans dépasser ce niveau [...]. La *volonté* et non les conditions économiques, telle est la base de la révolution sociale. » (Karl Marx/Bakounine, *Socialisme autoritaire ou libertaire,* vol. 2, textes présentés par Georges Ribeill, Paris, Union générale d'éditions, 1975, p. 376-377)

143. Mikhaïl Bakounine, « Écrit contre Marx », *in* Arthur Lehning (dir.), *Bakunin – Archiv, vol. 2, op. cit.*, p. 178.

Un autre désaccord portait sur les instruments permettant d'atteindre le socialisme. Une grande partie de l'activité militante de Bakounine consistait à bâtir (ou à fantasmer) de petites « sociétés secrètes », surtout composées d'intellectuels : « une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères et non ambitieux ni vaniteux du peuple[144] », qui allait préparer l'insurrection et mener à bien la révolution. Marx, de son côté, croyait à l'auto-émancipation de la classe ouvrière, et il était convaincu que les sociétés secrètes rentraient en contradiction avec le « développement du mouvement ouvrier prolétaire parce qu'au lieu d'instruire les ouvriers ces sociétés les soumettent à des lois autoritaires et mystiques qui gênent leur indépendance et faussent leur raison[145] ». L'exilé russe s'opposait à toute action politique de la part de la classe ouvrière tant qu'elle ne servait pas immédiatement les intérêts de la révolution, alors que l'apatride installé à Londres ne dédaignait pas les mobilisations en faveur des réformes sociales et des objectifs partiels, tout en restant absolument persuadé que celles-ci devaient venir renforcer la lutte de la classe ouvrière pour renverser le mode de production capitaliste plutôt que d'intégrer les ouvriers au système.

144. Mikhaïl Bakounine, « Programme et objet de l'Organisation secrète révolutionnaire des frères internationaux », *in* Daniel Guérin (dir.), *Ni Dieu ni Maître, Anthologie de l'anarchisme*, Paris, La Découverte, 2012, p. 29. L'absence de sens des réalités chez Bakounine apparaît bien dans cette phrase : « Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent. Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays. » *(Ibid,* p. 30)

145. Motion de Karl Marx sur les sociétés secrètes, procès-verbal de la séance du 22 septembre 1871, MEGA I/22, p. 737.

Les divergences n'auraient pas diminué, même après la révolution. Pour Bakounine, « l'abolition de l'État [était] la *condition préalable* ou l'accompagnement nécessaire de l'émancipation économique du prolétariat[146] » ; pour Marx, l'État ne pouvait ni ne devait disparaître du jour au lendemain. Dans son texte intitulé « L'indifférence en matière politique », qui parut pour la première fois dans *l'Almanacco Repubblicano* en décembre 1873, il tentait d'ébranler l'hégémonie des anarchistes dans le mouvement ouvrier italien, en affirmant :

> Si la lutte politique de la classe ouvrière assume des formes violentes, si les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la classe bourgeoise, ils commettent [selon Bakounine] le terrible délit de *lèse-principe* ; parce que, pour satisfaire leurs misérables et profanes besoins de tous les jours, pour écraser la résistance de la classe bourgeoise, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'État, ils donnent à celui-ci une forme révolutionnaire et transitoire[147].

Il faut bien reconnaître, cependant, que malgré le refus – quelquefois exaspérant – de Bakounine d'établir une distinction entre pouvoir bourgeois et pouvoir prolétarien, il avait prévu les dangers de ce que l'on appellera la « période de transition » entre capitalisme et socialisme – en particulier le danger d'une dégénérescence bureaucratique après la révolution. Dans son ouvrage inachevé, *L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale*, auquel il travailla entre 1870 et 1871, il écrivait :

---

146. Mikhaïl Bakounine, « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », *in* Arthur Lehning, (dir.), *Bakunin-Archiv, vol. 2, op. cit.,* p. 75.

147. Karl Marx, « L'indifférence en matière politique », *in* Karl Marx et Friedrich Engels, *Sur la Commune de Paris. Textes et controverses,* Paris, Les Éditions sociales, 2021, p. 232.

> Dans l'État populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique. Au moins on le promet, quoique je doute fort que, de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la *juste* répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'*intelligence scientifique*, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante[148].

En raison, notamment, de sa faible connaissance de l'économie, la piste fédéraliste indiquée par Bakounine n'était d'aucune aide pour savoir comment aborder la société socialiste du futur. Mais ses intuitions critiques annonçaient déjà certains des drames du XX^e^ siècle.

---

148. Mikhaïl Bakounine, « Écrit contre Marx », in *Œuvres complètes*, vol III, Paris, Champ libre, 1975, p. 204.

XII. Après Marx : Internationale « centraliste » et Internationale « autonomiste »

L'Internationale ne serait plus jamais la même. La grande organisation née en 1864, qui avait soutenu avec succès les grèves et les luttes pendant huit ans, avait adopté un programme anticapitaliste et pris pied dans tous les pays d'Europe, implosa finalement au Congrès de La Haye. Toutefois, l'histoire ne prit pas fin avec le retrait de Marx, puisque deux groupes, de taille très réduite et dépourvus de l'ambition politique et de la capacité d'organisation qui caractérisaient l'ancienne AIT, occupaient désormais le même espace. L'un était la majorité « centraliste » issue du dernier Congrès, qui était favorable à une organisation placée sous la direction politique du Conseil général. L'autre était la minorité « autonomiste » ou « fédéraliste[149] », qui reconnaissait aux sections une autonomie de décision absolue.

En 1872, les forces de l'Internationale n'étaient pas encore amoindries. Comme par le passé, l'AIT se caractérisait par un développement inégal : son expansion dans certains pays (surtout en Espagne et en Italie) compensait sa contraction dans d'autres (par exemple en Grande-Bretagne, et *a fortiori* en France). L'issue dramatique du Congrès de La Haye avait divisé l'organisation, ce qui amena de nombreux militants, en particulier dans le camp « centraliste », à prendre conscience du fait qu'un important chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier était clos. En dehors de la Fédération nord-américaine, peu de forces européennes se rangèrent derrière le Conseil général : la Fédération romande

149. Dans notre texte, nous avons opté pour l'expression « Internationale autonomiste », utilisée dans Georges Haupt, « L'eredita della I. Internazionale », in *L'Internazionale socialista dalla Comune a Lenin, op. cit.*, p. 70. Jacques Freymond préfère quant à lui utiliser l'expression d'« Internationale fédéraliste » (dans son « Introduction », PI, III, p. VIII).

et un certain nombre de sections germanophones de Suisse, toutes consolidées grâce à l'activité inlassable de Becker ; le SDAP, qui apporta un soutien sans réserve, mais peu spectaculaire ; les nouvelles sections autrichiennes qui, contrairement aux fantomatiques Allemands, réussirent à rassembler, à partir des cotisations de leurs membres, un petit pécule à transmettre à l'Association ; et les sections lointaines du Portugal et du Danemark. Cependant en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas, rares furent ceux qui suivirent les nouvelles directives ; l'organisation n'était guère connue en Irlande ; et en 1873, il ne restait plus aucune section de l'Internationale en France. Il y avait aussi la Grande-Bretagne, évidemment, mais en novembre 1872 – à cause de querelles de personnes qui dataient de bien avant le Congrès de La Haye – le Conseil fédéral britannique se divisa en deux groupes antagonistes, chacun prétendant représenter l'Internationale dans le pays. Hales, agissant au nom de seize sections, et soutenu par certains internationaux importants comme Hermann Jung (1830-1901) et Thomas Mottershead (1826-1884), désavoua le Conseil général de New York, et convoqua un nouveau Congrès de la Fédération britannique pour janvier 1873. Hales comme Eccarius se livrèrent à de stupéfiantes acrobaties politiques, car, quoique de convictions réformistes et défendant la participation aux élections (leur idée était de changer l'Internationale en un parti politique soutenu par les syndicats qui s'allierait avec l'aile la plus libérale de la bourgeoisie), ils se rangèrent officiellement aux côtés des « abstentionnistes » menés par Guillaume et Bakounine. Engels réagit à ces évolutions par deux circulaires qui réaffirmaient les décisions prises à La Haye. Elles furent signées par des dirigeants importants de l'Association à Manchester et au sein du Conseil fédéral britannique « officiel », ainsi que par d'anciens

membres renommés du Conseil général, Dupont et Friedrich Lessner (1825-1910). Le Congrès du Conseil fédéral se tint en juin, mais ceux qui y assistèrent durent affronter l'amère vérité : à cause du départ du Conseil général à New York (que tout le monde voyait comme la fin de l'organisation), les *trade-unions* britanniques ne se sentaient plus concernées[150]. Ainsi, la seule chose que les deux groupes eurent en commun fut leur déclin rapide.

Le Congrès général des « centralistes » eut lieu dans la ville qui avait jadis accueilli le premier Congrès de l'Internationale : Genève. Grâce aux efforts déployés par Becker, trente délégués y participèrent – dont (pour la première fois) deux femmes. Mais quinze d'entre eux venaient de Genève même, et la représentation des sections d'autres pays se limita à un Allemand, un Belge, et un délégué en provenance d'Autriche-Hongrie[151]. Étant donné le climat de démobilisation générale qui régnait en Europe, le Conseil général décida de ne pas envoyer de représentant de New York, et même Auguste Serraillier (1840-1891), l'homme mandaté par la Fédération britannique, ne parvint pas à faire le voyage. De fait, ce fut la fin l'Internationale « centraliste ».

De l'autre côté de l'Atlantique, où Sorge faisait tout son possible pour maintenir la flamme, la Fédération nord-américaine était sur le point de s'effondrer. Sa situation financière, qui s'était dégradée avec la chute des effectifs (passés sous la barre des mille embres, dont peu payaient leurs cotisations), rendit même difficile l'achat de timbres postaux. Cantonnée à des sujets qui ne concernaient que les États-Unis, elle eut à subir, alternativement, l'hostilité et l'indifférence des ouvriers américains – y compris lorsqu'elle publia, en

150. Voir Henry Collins et Chimen Abramsky, *Karl Marx and the British Labour Movement*, *op. cit.*, p. 275.

151. Voir PI, IV, note 335, p. 640-642.

novembre 1873, un *Manifeste* à l'adresse des travailleurs d'Amérique du Nord[152]. Sorge finit par démissionner de sa charge de secrétaire général. À partir de ce moment, et pour encore deux ans et demi, l'histoire de l'Internationale ne fut rien d'autre que la chronique d'une mort annoncée. La dissolution finale intervint le 15 juillet 1876, lorsque dix délégués, représentant six cent trente-cinq membres[153], se réunirent à Philadelphie, avant de se précipiter au congrès fondateur du Workingmen's Party of the United States, programmé pour coïncider avec la première Exposition universelle sur le sol américain, « l'Exposition du Centenaire ».

Alors que l'organisation « centraliste » ne continua à fonctionner que peu de temps, dans un petit nombre de pays, et sans apporter de contribution significative au développement de la théorie, les autonomistes, eux, eurent une existence réelle, active, pendant quelques années. Au Congrès de Saint-Imier, qui réunit des Suisses, des Italiens, des Espagnols et des Français, on proclama que « nul n'[avait] le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et de suivre la ligne de conduite politique qu'elles croiront la meilleure » – un choix en faveur de l'autonomie fédéraliste à l'intérieur de l'Internationale, qui motivait la proposition d'un « pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle ».

Cette prise de position était l'œuvre de Guillaume. Au contraire de Bakounine, qui aurait préféré quelque chose de plus intransigeant, le militant suisse, plus jeune mais plus prudent, avait pour objectif d'étendre le soutien à leur mouvement au-delà du Jura, de l'Espagne et de l'Italie, et de rallier les autres

152. Voir Samuel Bernstein, *The First International in America, op. cit.*, p. 221.

153. *Ibid.*, p 283.

fédérations qui s'opposaient à la ligne de Londres[154]. Sa stratégie l'emporta. La naissance d'une nouvelle Internationale serait préparée sans précipitation, sans forcer les choses par des déclarations tonitruantes.

Les nouvelles adhésions arrivèrent les unes après les autres dans les quelques mois qui suivirent. Le bastion autonomiste restait l'Espagne, où les persécutions orchestrées par Práxedes Mateo Sagasta (1825-1903) ne purent empêcher l'organisation de prospérer. Au moment du Congrès fédéral de Cordoue, entre décembre 1872 et janvier 1873, elle disposait de quelque cinquante fédérations, comprenant plus de trois cents sections, pour un effectif total supérieur à vingt-cinq mille membres (dont sept mille cinq cents à Barcelone)[155]. À partir de la fin de l'année 1872, les autonomistes élargirent aussi leur base à de nouveaux pays. En décembre, le Congrès de Bruxelles de la Fédération belge déclara les résolutions de La Haye nulles et non avenues, refusa de reconnaître le Conseil général de New York et ajouta sa signature au pacte de Saint-Imier[156]. En janvier 1873, les rebelles britanniques emmenés par Hales et Eccarius lui emboîtèrent le pas et la Fédération néerlandaise fit de même le mois suivant[157].

Certes, les autonomistes – qui avaient gardé des contacts en France, en Autriche et aux États-Unis – représentaient désormais la majorité de la nouvelle Internationale, mais cette coalition était en réalité un agrégat des doctrines les plus variées. Elle comprenait ainsi : les anarcho-collectivistes suisses menés par

154. Voir Arthur Lehning, « Introduction », in *Bakunin-Archiv, vol. 2, op. cit.,* p. LII. Lehning cite aussi une remarque tirée du manuscrit de Max Nettlau, *Michael Bakunin, eine Biographie* : « L'internationale autonomiste fut l'œuvre de Guillaume ».

155. Voir Max Nettlau, *La Première Internationale en Espagne (1868-1888)*, Dordrecht, D. Reidel, 1969, p. 163-164.

156. Voir PI, III, p. 163.

157. *Ibid.,* p. 191.

Guillaume et Schwitzgébel (Bakounine se retira de la vie publique en 1873 et mourut en 1876) ; la fédération belge, sous la direction de De Paepe, pour qui l'État populaire devait disposer de plus grands pouvoirs et de plus grandes compétences, à commencer par la gestion de tous les services publics ; les Italiens, toujours plus radicaux, qui finirent par adopter des positions insurrectionnelles (« la propagande par le fait »), vouées à l'échec ; et les Britanniques, qui défendaient la participation aux élections et une alliance avec les forces bourgeoises progressistes. En 1874, des contacts furent même établis avec les lassalliens de l'ADAV.

Ce scénario démontre que l'antagonisme principal qui conduisit à la rupture du Congrès de La Haye n'était ni entre un groupe prêt à s'abaisser à négocier avec l'État et un parti intransigeant plus enclin à faire la révolution, ni entre partisans et adversaires de toute action politique. La raison majeure de l'opposition radicale, et largement répandue, au Conseil général était plutôt le tournant brutal opéré à la Conférence de Londres en 1871. Les Fédérations jurassienne et espagnole, et plus tard la toute jeune Fédération italienne, n'auraient jamais accepté l'appel de Marx à bâtir des partis politiques ouvriers : les conditions socio-économiques de ces pays, surtout, rendaient la chose impensable. Mais un mode d'approche plus précautionneux aurait pu permettre de garder le soutien des Belges – qui depuis des années avaient joué un rôle déterminant dans les équilibres au sein de l'Association – et d'autres fédérations récentes comme celle des Pays-Bas. Un moindre degré de conflictualité interne aurait également permis d'éviter la rupture en Grande-Bretagne, laquelle procédait plus de heurts personnels que de divergences sur la ligne politique. Enfin, comme certains autonomistes l'avaient prévu, le déménagement du Conseil général

à New York leur laissa le champ libre, et les aida à s'affirmer après 1872. Toujours est-il, cependant, que pour Marx la « première » Internationale avait rempli sa mission historique, et que le temps était venu de baisser le rideau.

Le « premier » Congrès des autonomistes – ou le « sixième Congrès », comme ils l'appelaient en comptant les cinq Congrès de l'Internationale – réunit trente-deux délégués, venus de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de Suisse. Il se tint à Genève, du 1er au 6 septembre 1873, soit une semaine avant le Congrès des centralistes, et déclara qu'il ouvrait « une nouvelle ère dans l'Internationale[158] ». On décida, à l'unanimité, l'abolition du Conseil général, et pour la première fois lors d'un congrès de l'Internationale, il y eut un débat sur la société anarchiste[159]. L'arsenal théorico-politique des internationaux s'enrichit d'une nouvelle idée : la grève générale comme arme pour parvenir à la révolution sociale. Ainsi étaient posées les fondations de ce qui serait connu plus tard sous le nom d'anarcho-syndicalisme[160].

Le congrès suivant, organisé à Bruxelles du 7 au 8 septembre 1874, rassembla seize délégués : un représentant de Grande-Bretagne (Eccarius), un d'Espagne, les autres venant de Belgique. Parmi ces quatorze derniers, deux avaient les mandats d'une section française (Paris) ou italienne (Palerme), tandis que deux autres étaient des Allemands lassaliens résidant en Belgique à cette période. Guillaume déclara que l'un d'entre eux,

158. Voir PI, IV, p. 5.

159. *Ibid.*, p. 54-58. Il faut noter la position adoptée par Hales, qui témoigne bien des contradictions existantes, depuis le début, dans l'Internationale « autonomiste » : « Je combats l'anarchie [...]. L'anarchie est incompatible avec le collectivisme ». (*Ibid.*, p. 54)

160. Voir le débat entre les délégués qui se déroula pendant les sessions du 4 septembre 1873 dans PI, IV, p. 59-63 et 75-77. Voir également extrait 18, p. 192.

Karl Frohme (1850-1933), représentait l'ADAV. En dépit du fait que les anarchistes et les lassalliens se trouvaient aux antipodes dans la galaxie socialiste, Guillaume justifia leur présence par les nouvelles règles votées au Congrès de Genève de 1873, en vertu desquelles les ouvriers de chaque pays étaient libres de choisir les moyens de leur émancipation[161]. Quoi qu'il en soit, cette Internationale se résumait désormais au rassemblement d'un nombre toujours plus limité de dirigeants (toujours moins représentatifs), qui se retrouvaient pour discuter *in abstracto* des conditions de vie matérielles des ouvriers et des actions à mener pour les améliorer. Le débat en 1874 porta sur l'alternative entre anarchisme et État populaire, et De Paepe, de retour à un Congrès de l'Internationale pour la première fois depuis trois ans, en fut le principal protagoniste. Dans l'une de ses interventions, il déclara :

> En Espagne, dans une partie de l'Italie, on est partisan de l'anarchie, et [...] en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, en Amérique, on est partisan de l'État ouvrier (la Belgique flotte entre les deux tendances)[162].

Une fois de plus, aucune décision collective ne fut prise, et le Congrès s'accorda à l'unanimité pour dire que ce serait à « chaque fédération et au parti démocratique socialiste de chaque pays à déterminer la ligne de conduite politique qu'ils pensent devoir suivre[163] ».

Les discussions du huitième Congrès, tenu à Berne du 26 au 30 octobre 1876, ressemblèrent à celles du précédent. vingt-huit délégués étaient présents, dont dix-neuf Suisses (dix-sept de la Fédération jurassienne), quatre représentants l'Italie, deux l'Espagne et deux la France, et De Paepe

161. Voir PI, IV, p. 646.
162. César De Paepe, 7 septembre 1874, PI, IV, p. 347.
163. PI, IV, p. 350.

représentant la Belgique et les Pays-Bas. Les débats démontrèrent l'incompatibilité totale entre les positions de De Paepe et celles de Guillaume[164], mais ils se terminèrent par un accord sur une proposition de la Fédération belge appelant à un Congrès socialiste mondial l'année suivante, et prévoyant de convier « toutes les fractions du parti socialiste en Europe[165] ».

Cependant, avant que cette idée ne puisse être mise à exécution, le dernier Congrès de l'Internationale se tint à Verviers, du 6 au 8 septembre 1877. Il réunit vingt-deux délégués : treize représentant la Belgique, deux l'Espagne, deux l'Italie, deux la France, deux l'Allemagne, et Guillaume pour la fédération jurassienne. Il y eut aussi trois observateurs, mandatés par des groupes socialistes et cantonnés dans une position purement consultative – l'un d'entre eux était Pierre Kropotkine (1842-1921), futur père fondateur de l'anarcho-communisme. Mais les seuls participants actifs furent les anarchistes, dont certains, comme l'Italien Andrea Costa (1851-1910), allaient bientôt passer au socialisme. Ainsi, l'Internationale « autonomiste », qui n'avait gardé un enracinement massif qu'en Espagne, avait elle aussi fait son temps. Ses perspectives furent éclipsées par la prise de conscience croissante, au sein du mouvement ouvrier européen, qu'il était d'une importance cruciale de participer à la lutte politique par l'intermédiaire de partis organisés. La fin de l'expérience autonomiste marqua également la rupture définitive entre anarchistes et socialistes.

164. Voir extrait 40, p. 261 et extrait 41 p. 263.
165. PI, IV, p. 498.

XIII. La nouvelle Internationale

Du 9 au 16 septembre 1877, la ville de Gand hébergea le Congrès socialiste international, où plus de pays étaient représentés que dans n'importe quel autre événement comparable auparavant. Quelque trois mille ouvriers accueillirent des délégués de neuf pays (France, Allemagne, Suisse, Grande-Bretagne, Italie, Hongrie, Russie et Belgique), dont certains étaient en outre mandatés par une organisation d'un autre pays (Danemark, États-Unis, et, pour la première fois, des groupes de travailleurs de Grèce et d'Égypte). Des dirigeants historiques de l'Internationale, tels que De Paepe et Liebknecht, étaient présents, tout comme Frankel, Guillaume, Hales, et d'autres, témoignant de l'importance de l'organisation pour toute une génération du mouvement ouvrier européen.

Dans le *Manifeste aux organisations ouvrières et sociétés de tous les pays*, rédigé à l'issue des débats par De Paepe et le futur dirigeant socialiste belge Louis Bertrand (1856-1943), le Congrès appelait à la création d'une « union générale du parti socialiste ». Une large majorité signa également un pacte :

> Considérant que l'émancipation sociale est inséparable de l'émancipation politique ; Considérant que le prolétariat, organisé comme un parti distinct et opposé à tous les partis formés par les classes possédantes, doit employer tous les moyens politiques tendant à l'émancipation sociale de tous ses membres ; Considérant que la lutte contre toute domination des classes n'est ni locale, ni nationale, mais universelle, et que le succès dépend de l'entente et de la coopération des organisations des différents pays ; Les soussignés, délégués au Congrès socialiste universel de Gand, ont résolu que les organisations représentées par eux

> doivent s'entraider moralement et matériellement dans toutes les revendications économiques et politiques[166].

Six ans après la conférence de Londres de 1871, les thèses de Gand confirmaient que Marx avait tout simplement été en avance sur son temps. Car le même document affirmait :

> Nous préconisons la nécessité de l'action politique comme un puissant moyen d'agitation, de propagande, d'éducation populaire et de gouvernement. L'organisation sociale actuelle doit être combattue de tous les côtés à la fois et au moyen de toutes les armes dont nous pouvons disposer [...]. Le socialisme ne doit pas être seulement une pure théorie, une spéculation sur l'organisation probable de la société future, mais il doit être une chose vivante et réelle, se mêlant aux aspirations actuelles, aux besoins immédiats et aux luttes quotidiennes de la classe prolétaire contre les détenteurs du capital social qui sont aussi les détenteurs du pouvoir social[167].

Dans les décennies qui suivirent, le mouvement ouvrier adopta un programme socialiste, diffusé à travers toute l'Europe, puis dans le reste du monde, et mit en place de nouvelles structures de coordination supranationale. Au-delà même de la continuité des noms (la Deuxième Internationale de 1889 à 1916, la Troisième Internationale de 1919 à 1943), chacune de ces structures se référait aux valeurs et aux doctrines de la Première Internationale. Ainsi, le message révolutionnaire de l'AIT se révéla extraordinairement fertile, produisant au fil du temps des résultats bien

166. César De Paepe et Louis Bertrand, « Manifeste aux Organisations ouvrières et sociétés de tous les pays », PI, IV, p. 591-592.

167. *Idem*.

plus grands que ceux auxquels elle était arrivée au cours de son existence.

L'Internationale aida les ouvriers à comprendre que l'émancipation des travailleurs ne pouvait être atteinte dans un seul pays, mais qu'elle était un objectif mondial. Elle diffusa également dans leurs rangs l'idée qu'ils devaient parvenir eux-mêmes à ce but, par leur propre capacité d'organisation, plutôt qu'en la déléguant à une autre force, et que – ici, la contribution théorique de Marx fut fondamentale – il fallait en finir avec le mode de production capitaliste et le salariat. Car de simples améliorations du système existant, quoique nécessaires, n'élimineraient pas la dépendance à l'égard de l'oligarchie patronale.

Un abîme sépare les espoirs de cette époque du doute si caractéristique de la nôtre, l'esprit anti-systémique et la solidarité propre à l'âge de l'Internationale de la soumission idéologique et de l'individualisme régnant dans un monde façonné par la concurrence et la privatisation néolibérales. La passion politique des ouvriers qui se réunirent à Londres en 1864 offre un contraste saisissant avec l'apathie et la résignation qui dominent souvent aujourd'hui.

Et pourtant, alors que le monde du travail est retombé dans des conditions d'exploitation comparables à celles du XIX^e siècle, le projet de l'Internationale se révèle de nouveau d'une actualité extraordinaire. La barbarie de « l'ordre du monde », les désastres écologiques résultant du mode de production actuel, le fossé croissant entre la minorité de riches exploiteurs et l'immense majorité paupérisée, l'oppression des femmes, les vents mauvais de la guerre, du racisme et du chauvinisme, tout ceci impose au mouvement ouvrier contemporain de se réorganiser sans tarder en renouant avec deux caractéristiques de l'Internationale : la multiplicité de ses structures et la radicalité de ses objectifs. Les buts

de l'organisation fondée à Londres il y a un siècle et demi sont aujourd'hui plus essentiels que jamais. Pour être à la hauteur des défis du présent cependant, la nouvelle Internationale ne pourra pas échapper à cette double condition : elle doit être plurielle et elle doit être anticapitaliste.

Annexe. L'Association internationale des travailleurs, chronologie et effectifs.

La première partie de cette annexe fait la liste, par ordre chronologique, de tous les Congrès et conférences de l'Internationale : les réunions unitaires de la formation jusqu'à la rupture de La Haye en 1872 ; puis les événements « autonomistes » et « centralistes » à partir de 1873.

La deuxième partie consiste en un tableau contenant des données sur les effectifs de l'Internationale dans différents pays. Des chiffres précis sont impossibles à établir pour plusieurs raisons : (1) seul un petit nombre d'organisations du mouvement ouvrier à cette période – surtout les *trade-unions* britanniques et les partis socialistes allemands – tenaient le compte exact de leurs membres ; (2) la plupart des ouvriers adhéraient surtout à l'Internationale, non de manière individuelle, mais *via* l'affiliation des syndicats ou d'autres organismes collectifs ; et (3) l'existence de Internationale était illégale pour une partie de la période dans un certain nombre de pays, ce qui rend son envergure particulièrement difficile à évaluer.

C'est peut-être pourquoi – à l'exception de l'œuvre collective, d'une valeur inestimable, *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement* (Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1968) – aucun des nombreux ouvrages portant sur l'Internationale ne s'est aventuré à calculer ses effectifs totaux. Si nous avons jugé utile de tenter de le faire ici, au risque de quelques approximations et imprécisions, c'est d'abord parce que la plupart des publications du passé ont fait circuler des chiffres excessifs qui ont donné une image trompeuse de la réalité.

La première colonne du tableau fait la liste – par ordre chronologique de fondation – des pays dans lesquels l'Internationale a établi une présence. Cela

n'inclut pas l'Australie, la Nouvelle-Zélande ni l'Inde par exemple, où elle n'eut que des contacts sporadiques avec de petits groupes de travailleurs. La Russie n'est pas non plus prise en compte, puisque l'Internationale ne parvint jamais à s'y implanter (quoique quelques exilés russes aient créé un cercle en Suisse). La deuxième colonne donne l'année à laquelle l'organisation atteint son apogée dans les pays respectifs, et la troisième propose un chiffre approximatif des effectifs. Ces totaux ont été calculés à partir des études contenues dans *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, et d'autres monographies mentionnées dans la bibliographie en fin d'ouvrage.

Chronologie

Conférences et Congrès (1864-1872)

Conférence de Londres : 25-29 septembre 1865
Ier Congrès, Genève : 3-8 septembre 1866
IIe Congrès, Lausanne : 2-8 septembre 1867
IIIe Congrès, Bruxelles : 6-13 septembre 1868
IVe Congrès, Bâle : 6-12 septembre 1869
Conférence de Londres : 17-23 septembre 1871
Ve Congrès, La Haye : 2-7 septembre 1872

L'Internationale « autonomiste »

VIe Congrès, Genève : 1er-6 septembre 1873
VIIe Congrès, Bruxelles : 7-13 septembre 1874
VIIIe Congrès, Berne : 26-30 octobre 1876
IXe Congrès, Verviers, 6-8 septembre 1877

L'Internationale « centraliste »

VIe Congrès, Genève : 7-13 septembre 1873
Conférence de Philadelphie : 15 juillet 1876

TABLEAU DES EFFECTIFS

Pays	Année de l'apogée	Effectifs
Grande-Bretagne	1867	50 000
Suisse	1870	6 000
France	1871	Plus de 30 000
Belgique	1871	Plus de 30 000
États-Unis	1872	4 000
Allemagne	1870	11 000 (dont les membres du Parti ouvrier social-démocrate)
Espagne	1873	Environ 30 000
Italie	1873	Environ 25 000
Pays-Bas	1872	Moins de 1 000
Danemark	1872	Quelques milliers
Portugal	1872	Moins de 1 000
Irlande	1872	Moins de 1 000
Autriche-Hongrie	1872	Quelques milliers
Russie	1872	Quelques dizaines
Argentine	1873	Quelques centaines